

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 8 fr.
 ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.
 SIX MOIS..... 8 fr.
 UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Le marchandage de la Pologne

L'opinion publique s'est émue à la nouvelle que la question polonaise allait être réglée d'autorité par les Empires du Centre.

La Pologne russe, y compris le gouvernement de Suwalki, devait être rattachée à la Galicie et former une « couronne » que l'empereur d'Autriche en personne poserait sur sa tête.

C'est ainsi que l'on parle dans les Empires du centre; il y a bien des peuples, des nations, mais il y a surtout des couronnes dont on dispose pour les empereurs ou les fils d'empereurs.

Par une union *personnelle*, la Pologne devait être réunie à l'Autriche, système plus libéral et plus favorable à la Pologne, que l'union *réelle* qui rattache la Hongrie à l'Autriche.

Quant à la Lithuanie, dont les rapports avec la Pologne sont si intimes depuis cinq cents ans, elle serait, dit-on, érigée en Grand-Duché au profit d'un Hohenzollern quelconque. De même pour la Courlande.

Sous les apparences d'une *solution* de la question polono-lithuanienne, ce projet des Empires du centre constituait tout simplement un nouveau partage de la Pologne et une séparation intentionnelle de la Pologne et de la Lithuanie.

D'autre part, les provinces polonaises de Prusse demeurant rattachées à l'Allemagne, les revendications nationales polonaises se trouvaient une fois de plus méconnues, foulées aux pieds.

Aujourd'hui, après la publication de ce projet auquel des journaux officiels comme *Lokal Anzeiger* avaient prêté leur autorité, on nous dit que les choses ne sont pas tellement avancées, et que la Grande Commission du Reichstag et les Délégations austro-hongroises qui vont enfin se réunir, devront tout d'abord en discuter.

Le projet de partage de la Pologne apparaît donc comme un *ballon d'essai* intentionnellement lancé pour servir d'introduction aux marchandages qui se préparent à propos de la Pologne.

On rendra cette justice aux Polonais, que tous ou presque tous, ils se sont tenus dans la défiance la plus attentive et la plus légitime à l'égard de ces marchandages austro-allemands, relatifs à leur patrie. Vienne et Berlin peuvent bien, dans leurs calculs, considérer comme un *appoint* plus ou moins important les provinces polonaises; mais pour les Polonais, c'est à même de la chair

vive de leur nation que l'on coupe et que l'on tranche, quand on partage une fois de plus le corps de la Pologne.

A cet égard, la politique suivie par l'embryon de gouvernement provisoire dont les Austro-Allemands ont dû permettre l'établissement à Varsovie, mérite d'être observée avec la plus vive attention. La méfiance du Conseil d'État provisoire déchu à l'égard des Empires du Centre a été sans cesse grandissante pendant les sept mois d'activité de ce Conseil d'État.

Le Club politique des Partis qui renferme tous les partis modérés et conservateurs s'est toujours montré hostile à l'action politique des Empires du Centre.

Les partis de gauche, par crainte du tsarisme, ont cru pouvoir s'associer à cette action; mais après la révolution russe ils s'en sont éloignés toujours davantage, au point que le désaccord grandissant entre le Conseil d'État provisoire et l'autorité allemande, le Conseil d'État démissionna en masse.

Les Empires centraux viennent de nommer un Conseil de Régence qui fait aujourd'hui les plus grands efforts pour demeurer indépendant vis-à-vis de Vienne et de Berlin; il a refusé toute alliance avec les Empires du Centre.

Mais il est évident que la Pologne, sur qui pèse lourdement le joug allemand, ne saurait indéfiniment résister aux tentations, aux menaces et surtout aux coups de force de la puissance germanique.

Ce n'est pas du côté de la Russie que la Pologne peut attendre secours, et le spectacle de la terrible anarchie russe est au contraire un dangereux argument dans la bouche de l'Allemagne à l'adresse de tous les partis modérés en Pologne.

Une Pologne qui gardera sa foi dans la cause et dans la puissance des Alliés, résistera plus sûrement aux suggestions germaniques, qu'une Pologne découragée par les succès persistants de l'Allemagne, par le désordre croissant de la Russie et par la réserve exagérée des Alliés qui n'ont pu faire encore la grande *déclaration collective* que les Polonais attendent, sur l'indépendance et l'unité de la Pologne.

La guerre est perdue en Orient si les germaniques disposent librement de la Pologne; et si la guerre était perdue en Orient, comment serait-elle gagnée en Occident?

Proclamons une fois pour toutes à Paris, à Londres, à Rome et à Washington que les Alliés ne déposeront pas les armes sans avoir délivré la Belgique aussi bien que la Serbie, la Pologne aussi bien que l'Alsace-Lorraine, et nous aurons constitué solidement ce front diplomatique, aussi nécessaire que le front stratégique.

GEORGES BIENAIMÉ.

LA POLOGNE et les Empires Centraux

Le 5 novembre dernier, jour anniversaire du fameux acte « magnanime » des Empires Centraux d'il y a un an, dans lequel ils proclamèrent un Royaume de Pologne « autonome », un grand Conseil de la Couronne a été tenu à Berlin. Y ont pris part : le nouveau chancelier von Hertling, le généralissime von Hindenburg et son quartier-maître von Lüdendorff, von Kühlmann, ministre des affaires étrangères allemand, Helfferich, qui, quoique démissionnaire, siège dans tous les conseils du gouvernement, le comte Czernin, ministre des affaires étrangères austro-hongrois, le sénateur Neumann, gouverneur de Riga, et le comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne.

Le Conseil a étudié minutieusement les aspirations autrichiennes en même temps que les désirs exprimés par le nouveau cabinet polonais.

A la suite de cette conférence, le *Lokal Anzeiger*, journal pangermaniste, crut pouvoir affirmer que d'importantes décisions avaient été prises. Notamment l'empereur d'Autriche devait prendre le titre de roi de Pologne. La Pologne serait ainsi unie à l'Autriche par une union personnelle, et la Galicie serait incorporée au Royaume de Pologne. D'autre part un compromis correspondant aux désirs de l'Allemagne était prévu relativement à la Lithuanie et à la Courlande : elles seraient dans la même situation vis-à-vis de la Prusse, dont le roi prendrait le titre de grand-duc de Lithuanie et de duc de Courlande.

Cette double solution semble approuvée aussi par les Allemands d'Autriche, qui, cependant, en dehors de la question polonaise, réclament que l'élément allemand en Autriche reçoive, de son côté, des garanties nécessaires qui lui assurent à jamais sa situation constitutionnelle.

Ainsi les Austro-Allemands se croient aujourd'hui en situation de parler haut. Ils se partagent la carte d'Europe, et leurs diplomates s'engagent nettement dans la voie annexionniste. Il ne s'agit en effet que d'une annexion masquée de la Pologne, et, d'autre part, d'annexions proprement dites en Belgique et en Italie. La presse socialiste en Allemagne et en Autriche s'en est indignée.

« Cette union personnelle de la Pologne avec l'Autriche — écrivait le *Vorwärts* du 7 novembre — ne peut en aucun cas être considérée comme le rétablissement de l'indépendance de la Pologne, et la mainmise de l'Allemagne sur la Lithuanie et la Courlande est en contradiction formelle avec les déclarations de la diplomatie allemande et avec la résolution de paix du Reichstag du 19 juillet ».

Les socialistes autrichiens ont protesté énergiquement contre la solution projetée, celle-ci constituant un péril pour la paix future.

Les feuilles gouvernementales essaient de faire croire à qui veut les entendre que la création d'une principauté de Lithuanie et d'un duché de Courlande et la proclamation de l'empereur Charles comme roi de Pologne peuvent se concilier avec la formule de « paix sans annexions » que l'Allemagne et l'Autriche ont inscrite en tête de leur programme. Personne n'est cependant dupe d'une telle manœuvre.

Von Hertling s'est efforcé de mettre d'accord les conceptions de l'état-major et celles de la majorité du Reichstag : il n'y a pas réussi. Il voulait convaincre les parlementaires allemands que la solution de la question polonaise telle que l'a conçue le Conseil de la Couronne, ne peut constituer un obstacle à la paix, parce qu'elle *écarter toute violence*. Les parlementaires ont compris que s'ils acceptaient la solution proposée,

le Reichstag perdrait dans le pays tout ce qui lui reste de prestige, et que sa résolution de paix du 19 juillet ne lierait plus l'Allemagne.

Pour apaiser le conflit ainsi survenu entre les gauches d'une part, les conservateurs et l'état-major d'autre part, von Kühlmann, manœuvrier habile, est intervenu ; mais le succès des gauches est incomplet. C'est un compromis, et la crise n'est qu'ajournée. Les gauches ne sont pas arrivées à faire proclamer par le chancelier que l'Allemagne reste prête à conclure une paix de conciliation. D'ailleurs le comte Hertling se garderait bien de formuler un programme de paix définitif, et il entend bien réserver toute sa liberté d'action et adapter ses exigences à la situation militaire.

Comme les indiscretions du *Lokal Anzeiger*, répétées par toute la presse, gênaient un peu les Empires Centraux, l'officieux *Wiener Correspondenz Bureau* et l'Agence *Wolff* ont démenti le 8 novembre que le Conseil de la Couronne de Berlin eût pris, dans les questions polonaise et lithuanienne, les décisions divulguées par le *Lokal Anzeiger* mais personne ne prendra ce démenti au sérieux.

Il est vrai qu'aucune information officielle n'a confirmé les nouvelles publiées par le *Lokal Anzeiger*, mais on avait, à Berlin et à Vienne, le sentiment très net que des décisions avaient été prises relativement à la Lithuanie et à la Courlande, et que de même que Hindenburg l'avait emporté sur le Reichstag dans la politique intérieure, il l'emportait auprès de l'empereur dans la politique extérieure.

La solution autrichienne du problème polonais — comme le remarque judicieusement le correspondant particulier du *Temps* — a toujours été vue d'un œil sympathique par le centre, qui a sans cesse défendu les frères catholiques de Pologne contre les « calomnies » des conservateurs prussiens ; le comte Hertling, catholique et ami de Czernin, a été tenté de s'y rallier, mais un pareil projet a rencontré l'opposition résolue des conservateurs et des militaires prussiens. Pour la désarmer, il a fallu obtenir de Czernin qu'il consentit de son côté, malgré la théorie de la paix sans annexion, à accepter les prétentions allemandes sur la Courlande et la Lithuanie. L'Allemagne, installée à Riga et à Libau, n'a rien à craindre, en effet, d'une Autriche dominant Varsovie. On est donc tombé d'accord à Berlin sur le projet qui installe les Habsbourg en Pologne et les Hohenzollern en Lithuanie.

Le démenti de l'Agence *Wolff* n'est donc qu'une nouvelle manœuvre destinée à tromper la majorité du Reichstag. Des arrangements définitifs n'ont pas été conclus, soit, mais des accords ont été préparés.

Et l'attitude des Polonais dans tout cela ? quelle doit-elle être. C'est de considérer toutes les combinaisons politiques de l'Allemagne en Pologne comme nulles et non avenues, parce qu'à la base des agissements germaniques il y a le désir plus ou moins dissimulé d'asservir la Pologne ; or, cela, nous ne l'accepterons jamais, et c'est pourquoi en toute confiance nous faisons cause commune avec les Alliés, convaincus qu'eux seuls luttent pour la libération des peuples opprimés.

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

NOS BRAVES

Mazurczak Jean-François, volontaire polonais, a obtenu une citation à l'ordre du corps d'armée :

« Sous-officier d'un entrain et d'une bravoure remarquables, s'est offert spontanément pour une mission dangereuse qu'il a remplie complètement malgré une blessure grave qui en rendait difficile l'accomplissement. (Extrait de l'ordre du 31 mai 1915.)

Depuis, le sergent Mazurczak a été nommé sous-lieutenant et décoré de l'ordre russe de Saint-Stanislas de 3^e classe (avec glaives et rosette).

Zieliński Stanislas, volontaire polonais, soldat de 2^e classe au 260^e régiment d'infanterie, détaché comme interprète à la 156^e division, vient d'obtenir une citation à l'ordre du régiment :

« Affecté à un poste spécial en première ligne, s'est constamment montré endurant, brave et zélé. » (Ordre n° 35 du 30 mars 1917.)

Discours de l'abbé Pośpiech

prononcé le 11 octobre au Reichstag

[Le vaillant abbé Pośpiech, député de Katowice au Reichstag et directeur de la *Gazeta Ludowa*, a pris plus d'une fois devant le Parlement de l'Empire la Défense des intérêts polonais en Haute-Silésie et en général dans les provinces polonaises de Prusse. Le 11 octobre dernier, il est intervenu à la tribune au cours d'une discussion sur la censure et l'exercice du droit d'association. Nous croyons utile de reproduire *in extenso* son discours, parce qu'il caractérise à la fois l'attitude des Polonais de Prusse et celle des autorités allemandes. On verra qu'après quarante mois de guerre aucun changement ne s'est produit de part et d'autre, et que l'administration prussienne demeure aussi haineuse dans ses pratiques que les Polonais sont fermes dans leurs revendications. Il n'est pas sans intérêt d'illustrer cet état de choses par un document public et péremptoire au moment où l'Allemagne met en train à Varsovie un régime nouveau qu'elle donne comme une preuve de ses bons sentiments à l'égard de la nation polonaise. — Note du traducteur.]

« Le fait que dans nos provinces les autorités violent la loi sur les associations et réunions publiques, en rendant difficile et même impossible l'activité des associations, m'a déterminé à prendre la parole pour élever une protestation formelle et pour demander au Chancelier de l'Empire de corriger les abus dont nous avons à souffrir. Je montrerai brièvement par le moyen de quelques exemples comment les représentants de l'autorité militaire suprême utilisent leur pouvoir en vue de rendre impossibles les réunions des Polonais, au grand dommage de nos organisations.

S'appuyant sur une ordonnance de l'autorité militaire de Breslau, le landrat de Pszczyna a interdit un congrès de la Ligue des sociétés silésiennes de Sokols. Cette interdiction a produit une impression très fâcheuse et un grand mécontentement dans la population polonaise de Haute-Silésie d'autant plus que dans les autres régions l'autorité militaire a permis ce genre de congrès, et que celle de Breslau n'a pas fait obstacle à la création de sociétés allemandes. Je me suis adressé personnellement à l'autorité militaire de Breslau, où l'on m'a déclaré que l'on interdisait d'une façon générale les organisations qui groupent un nombre élevé de citoyens. Mon informateur fut très étonné quand je lui fis observer qu'au même moment se tenaient sur le territoire de la circonscription militaire de Breslau beaucoup de réunions du parti conservateur allemand, et que ces réunions, à en croire les comptes rendus de presse, attiraient un public fort nombreux. Finalement, il fut obligé de reconnaître qu'il en était bien ainsi, mais il me déclara qu'à dater du 1^{er} septembre toutes les réunions et organisations de ce genre seraient interdites. Le congrès des Sokols devait avoir lieu le 16 septembre. Malgré cela, le 23 septembre avait lieu à Rybnik un congrès patriotique allemand, dont un journal allemand écrit ce qui suit : « La manifestation patriotique de Rybnik a été favorisée par un temps parfait et s'est déroulée conformément au programme arrêté. Dès le matin les drapeaux étaient arborés et annonçaient « le festin du peuple ». Les élèves des écoles suburbaines, sont venus en grand nombre à la cérémonie religieuse. A midi, un cortège de 1.500 jeunes chanteurs s'est déroulé à travers la ville, puis s'est arrêté sur la place du Marché. Les autorités, les blessés des hôpitaux, et plusieurs milliers d'habitants se sont réunis sur la place ». Et cependant, comme me l'avait déclaré mon informateur, toutes les manifestations groupant un nombre élevé de citoyens sont interdites partout dans la circonscription du VI^e corps. Apparemment il ne s'agit que des manifestations polonaises. J'en ai référé au Chancelier. Il m'a promis d'examiner la question. J'espère que l'autorisation du Congrès des Sokols n'arrivera pas quand la neige couvrira les champs de Haute-Silésie.

Il y a autre chose encore que les interdictions de réunions publiques polonaises, politiques et non politiques. On oppose des obstacles aux associations, et l'on rend leur existence tout simplement impossible en empêchant à peu près les délibérations de leurs membres. L'usage persiste, comme avant la guerre, de considérer comme politique toutes les espèces de sociétés, pour l'unique raison qu'elles sont polonaises, et on leur refuse l'autorisation de tenir leurs réunions. A Rudno, la chorale polonaise « Dzwon » annonce au landrat de Zabrze une réunion prochaine. Le directeur de la police fait savoir par téléphone à son directeur que l'ordonnance de l'autorité militaire est formelle et que la Chorale n'a pas le droit de se réunir.

Interrogé, le fonctionnaire compétent déclare que les associations politiques n'ont pas le droit de se réunir. Quand les associations politiques les plus variées tiennent leurs assemblées et votent des ordres du jour, l'autorité militaire n'en sait rien. Mais quand une chorale polonaise veut se réunir, on s'y oppose : c'est une réunion politique.

Dans le district d'Olesno, on a interdit à un cercle rural de tenir ses séances parce qu'il manque pour les surveiller un fonctionnaire connaissant le polonais. Je suppose, messieurs, que personne n'ira dire que l'Etat prussien tomberait en ruine si des cultivateurs polonais venaient à s'entretenir en polonais, et sans contrôle officiel, de l'agriculture et de l'élevage du bétail. Si l'on considère le contrôle en question comme indispensable, que l'on trouve un fonctionnaire sachant le polonais, et que l'on n'aille pas restreindre les droits des citoyens polonais. (Sur les bancs des Polonais : parfaitement !) On interdit les réunions des associations polonaises sous prétexte que l'on manque de fonctionnaires connaissant le polonais, et après cela on voit la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* s'indigner contre la Russie parce que sous sa domination, il n'y avait point de fonctionnaires polonais en Pologne russe.

Les sociétés industrielles ne sont pas logées à meilleure enseigne. Quoique jamais elles ne se soient occupées de politique et quoiqu'elles ne traitent que de questions professionnelles, on les considère comme des associations politiques et on leur oppose les plus grandes difficultés.

A Posen, les associations de Sokols ne peuvent tenir leurs assemblées. La police a déclaré que les sociétés politiques ne peuvent convoquer que les réunions indispensables pour maintenir l'organisation, c'est-à-dire les assemblées générales. Plusieurs sociétés de Sokols ayant l'intention de convoquer des assemblées de cette nature, on leur a fait savoir que le nombre de leurs membres n'était pas suffisant pour organiser ces assemblées (sur les bancs des Polonais), ce qui ne s'accorde pas avec la réalité des choses. A Seeburg, dans la régence de Posen, le commissaire du cercle n'a consenti à permettre une réunion de la Ligue des ouvriers catholiques qu'à la condition que le président prit l'engagement d'employer la langue allemande au cours de la séance (sur les bancs des Polonais : Ecoutez ! Ecoutez !)

Il convient de faire une mention spéciale de la manière dont on se comporte à l'égard de l'« Union Professionnelle ». Depuis un certain temps il lui est impossible d'organiser des réunions publiques. En dernier lieu les autorités invoquent le danger d'épidémie, celui de la dysenterie. Ces dangers-là, apparemment, ne sont pas à redouter quand on organise des festivals allemands auxquels prennent part des milliers de gens et 1.500 écoliers.

Parfois les cercles privés se heurtent eux-mêmes aux pires difficultés, et les interdictions sont tellement incompréhensibles que les présidents d'organisations professionnelles ne savent plus de quoi parler. Pour éclaircir ce que je dis, permettez-moi de lire une lettre du landrat de Bytom qui autorise la réunion d'un cercle privé aux conditions suivantes : « ... il est interdit d'aborder à la réunion les questions politiques, militaires, économiques, en particulier ce qui touche aux conditions du salaire et du travail, ainsi qu'au service auxiliaire ; dans le cas contraire la réunion serait dissoute comme contrevenant à l'arrêté de l'autorité militaire de Breslau en date du 5 juillet 1917 ». L'organisateur de la réunion était grandement embarrassé. De quoi parler ? Il alla demander conseil au landrat. Le landrat se montra plus embarrassé que lui. Finalement il biffa les mots : « questions économiques ». Qu'en dit l'autorité militaire ? Monsieur le landrat n'a-t-il pas transgressé ses ordres en donnant l'autorisation ? On ne peut vraiment comprendre pourquoi il est interdit de discuter la loi sur le service auxiliaire. L'expérience n'enseigne-t-elle pas qu'il est précisément nécessaire d'en éclaircir les dispositions ? Comment pourra-t-on prévenir les grèves injustifiées si l'on ne permet pas aux employeurs de discuter les lois à caractère professionnel et d'éclaircir le sens des décrets ?

Je trouve plus étrange encore une autre lettre du landrat de Bytom ainsi conçue : « la réunion des membres de l'Union Professionnelle annoncée pour le dimanche 30 courant à Lipine n'est autorisée qu'à la condition qu'elle ne sera pas publique, qu'elle ne mettra pas aux prises les partis et les employeurs, et qu'elle évitera tout ce qui serait de nature à troubler l'union si nécessaire aujourd'hui et à porter atteinte aux intérêts militaires. Toute infraction entraînera la dissolution, et en particulier les efforts qui seraient faits pour provoquer parmi les ouvriers le mécontentement et la grève. »

Au nom de l'Union Professionnelle je proteste contre le soupçon que l'on fait peser sur elle en supposant que dans ses réunions elle pousse ses membres à la grève (sur les bancs polonais : Très bien !). Quelles preuves le landrat ou l'autorité militaire ont-ils en main pour établir la responsabilité de l'Union Professionnelle dans les grèves et les incidents désagréables de Haute-Silésie (sur les bancs polonais : Très bien !). La responsabilité, il faut la chercher dans la conduite indignée des employeurs à l'égard des ouvriers, dans les conditions précaires du travail, dans les difficultés et privations qu'impose la situation alimentaire, dans toutes ces causes que j'ai indiquées en mai

dernier à cette tribune. L'Union Professionnelle ne vise pas à créer de l'agitation parmi les ouvriers. Son but est de les soutenir au point de vue économique, social, culturel, car leur condition en Haute-Silésie est véritablement déplorable.

L'autorité militaire a publié une ordonnance dont le paragraphe 2 est ainsi conçu : « Les rédacteurs responsables des journaux ne peuvent annoncer des réunions, ni publier sur elles des informations tant qu'il ne leur aura pas été présenté une autorisation officielle ». Ce paragraphe rend impossibles toutes les réunions, car en règle générale l'autorisation arrive trop tard, et même parfois après la date annoncée. On m'écrit à ce sujet : « Aujourd'hui, vendredi soir, nous n'avons pas encore reçu l'autorisation pour notre réunion de dimanche. Notre demande a été faite il y a deux semaines. Nous nous sommes informés par téléphone auprès des bureaux du landrat qui nous ont répondu que l'autorisation était accordée. Mais nous ne pouvons rien publier dans la presse, parce que nous n'avons pas en main l'autorisation exigée par le paragraphe 2. »

Cela se passait, Messieurs, vendredi de la semaine dernière. Hier, le Ministre de la guerre déclarait avoir signé le 25 septembre une décision prescrivant une attitude plus conciliante à l'égard des organisations professionnelles (sur les bancs polonais : *Ecoutez ! Ecoutez !*). Est-ce ainsi que l'on désire améliorer les conditions du travail pour les ouvriers ? Ce mois-ci, toute la nation polonaise célèbre le centenaire de notre héros national, Thadée Kościuszko. La police menace de considérer comme politiques toutes les sociétés qui organisent des cérémonies en son honneur. C'est la menace que l'on a adressée à l'Union Professionnelle si ses filiales se livraient à de pareilles démonstrations. Je n'ai encore jamais entendu dire que des associations d'apprentis ou de négociants fussent considérées comme politiques parce qu'elles commémoreraient Sedan ou Bismarck (au centre et sur les bancs polonais : *Tres bien !*). Il paraît que certains commandants de circonscriptions militaires ont essayé d'interdire les fêtes en l'honneur de Kościuszko. Il y a dans le cœur de la nation polonaise une telle vénération pour notre héros national qu'aucune chicane de police ne l'étouffera, et quand viendra le jour de l'anniversaire toute la nation polonaise, comme un seul homme, rendra hommage à la mémoire de Thadée Kościuszko. » (*Vifs applaudissements sur les bancs polonais.*)

(Traduit par HENRI SIGISMOND.)

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

La première « Ligue de navigation maritime » en Pologne.

On lit dans le « *Naprzód* » (En avant) de Cracovie, du 30 octobre :

« A l'initiative des ci-devant légionnaires polonais s'organise à Cracovie une société, la première de ce genre, sous le nom de « Ligue de navigation maritime ».

Cette ligue aura pour but de : a) faire connaître au public l'histoire de la navigation maritime et d'exposer les causes qui en ont amené la négligence et la décadence en Pologne ; b) appeler l'attention en premier lieu des sphères commerciales, industrielles et agricoles sur la nécessité de posséder notre propre flotte commerciale nationale, et conjointement sur la stagnation des affaires au cas où cette flotte ferait défaut et sur les fâcheuses conséquences qui en résulteraient ; c) organiser la première société polonaise de navigation par actions, etc. Plusieurs professeurs de l'Université Jagellonienne ont annoncé une série de conférences sur ce sujet. »

Les travaux préparatoires de cette action sont dirigés par l'ex-commandant de brigade légionnaire Roja qui, sur sa demande, a été détaché de la Légion et, en qualité de ressortissant autrichien, affecté au landsturm autrichien avec le grade de sous-lieutenant qu'il avait avant la guerre.

Il n'y a pas de légion polonaise sur le front italien.

A propos de l'offensive des Empires centraux en Italie, les journaux ont annoncé que l'on y avait signalé la présence de plusieurs corps de légionnaires polonais qu'on croyait dissous. Cette information n'est pas conforme à la vérité. Sur le front italien il n'y a pas de volontaires polonais, et à plus forte raison ne saurait-il être question de plusieurs corps, puisque la Légion de Galicie, au moment de son plus grand développement, ne comptait pas plus de trois brigades (environ 20.000 hommes).

Sur le front italien se trouvent, il est vrai, d'anciens légionnaires galiciens qui, se solidarisant avec leurs camarades du Royaume ayant refusé de prêter serment à la fraternité d'armes avec les Empires centraux, ont demandé à être licenciés. Il a été donné suite à cette demande et ces légionnaires ont été libérés du service à la Légion, mais, à titre de ressortissants autrichiens, incorporés aux régiments du landsturm dont plusieurs combattent sur le front italien.



FRANÇOIS-JOSEPH DE ZELTNER



GÉNÉRAL THADÉE KOŚCIUSZKO

Ces deux miniatures sont d'Isabey. Elles datent probablement de l'époque où Kościuszko venait de rentrer d'Amérique et a fait à Paris la connaissance de F.-J. de Zeltner. Nous pouvons donner à nos lecteurs ces reproductions, grâce à l'amabilité de leur propriétaire, M. François de Zeltner, l'arrière-petit-fils de François-Joseph, ami de Kościuszko.

LE CENTENAIRE DE KOŚCIUSZKO A LAUSANNE

Après les cérémonies qui le jour même du centième anniversaire de la mort de Kościuszko ont été célébrées en Suisse alémanique, à Rapperswil où est déposé le cœur du héros national polonais et à Soleure où s'est conservée vivante la tradition des dernières années du « père Thadée », la colonie polonaise de Lausanne, la plus nombreuse en Suisse, a voulu que dans la région romande fût aussi dignement commémoré le souvenir du grand capitaine et du grand citoyen. Grâce aux énergiques efforts du Comité d'organisation, auquel se sont empressés d'apporter leur concours, le compositeur polonais M. H. Opiński et les artistes peintres MM. J. Rosen et E. Dombrowa, a eu lieu le 27 octobre une solennité dont l'impression sera sans doute inoubliable chez tous ceux qui y ont pris part.

Le matin, à l'église paroissiale catholique du Valentin, décorée d'étendards et d'insignes polonais, a été célébré un office pendant lequel, sous le bâton de M. Opiński, la société « Motet et Madrigal » ainsi que le « Quatuor Barblad » ont exécuté des compositions religieuses polonaises des *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles, étonnantes de riches polyphonies. Au pied des autels les assistants recueillis dans une même prière, ont demandé au ciel que ce pour quoi Kościuszko avait combattu toute sa vie, et par sa parole et par ses actes, devint une réalité aujourd'hui que les peuples du monde entier luttent pour le droit et la justice contre la force et l'oppression. C'est aussi cette pensée qui a inspiré le brillant sermon que l'éminent prédicateur français, M. l'abbé Weinsteffler, a prononcé avec l'éloquence dont il est coutumier, avec la chaude sympathie pour la Pologne dont il a donné tant de précieux témoignages.

Le soir, le Grand Théâtre de Lausanne s'est rempli jusqu'aux derniers gradins d'un public accouru de Lausanne, de Genève, de Fribourg, de toutes les rives du Léman. Outre les membres du Comité d'honneur composé de Suisses éminents, on voyait parmi les spectateurs MM. Whitehouse et Dressel, représentants officiels de la légation des Etats-Unis, M. Dexter, consul américain à Lausanne, M. de Suzzoni, vice-consul de France à Lausanne, M. Galavresi, de la légation d'Italie, M. Chiovenda, consul d'Italie. Tout particulièrement était remarquée la délégation serbe avec, à sa tête, M. Miouchkevitch, ancien ministre, à côté duquel avaient pris place sa gracieuse fille en costume national serbe, ainsi que MM. Boja Markovitch, Marinkovitch, rédacteur de *La Serbie*, et Jankovitch. Les Tchèques étaient représentés par M. Boginoff du « Bureau Tchèque ». Ces deux délégations slaves avaient apporté de magnifiques gerbes de fleurs de la part des Yungo-Slaves et des Tcheco-Slovaques, gerbes qui ont été déposées aux pieds de Kościuszko dans le tableau vivant reproduisant la scène du serment du chef suprême. Cette cordiale manifestation spontanée a été accueillie par les applaudissements prolongés des Polonais, marques sincères de leur reconnaissance, de la communauté des sentiments qui animent aujourd'hui les peuples slaves en lutte avec leurs implacables ennemis héréditaires. Parmi les représentants fort nombreux de la population suisse, on regrettait l'absence de plusieurs hautes personnalités politiques de Lausanne, qui d'ailleurs s'étaient presque toutes excusées par des lettres exprimant leur plus chaleureuse sympathie et que les élections du lendemain aux chambres législatives de la Confédération empêchaient de se rendre à cette commémoration de Kościuszko. De plus ont été adressés au Co-

mité ou à quelques-uns de ses membres une multitude de lettres et de dépêches qu'il serait trop long d'énumérer ici, et parmi lesquelles nous citerons seulement le cordial télégramme du Bureau de presse français de Berné : « Nous n'oublions pas ce que la France doit au grand patriote polonais. Tandis que les Etats-Unis saluent en lui un des auteurs de leur indépendance, nous nous rappelons que, sans le généreux sacrifice des héros de Maciejowice, la Révolution française aurait peut-être été écrasée. Les soldats de l'Entente qui luttent pour la liberté des peuples savent qu'ils acquittent une dette sacrée et que de leur victoire doit naître une Pologne unie et libre. »

Le programme comportait des discours et un spectacle. A la levée du rideau M. Jean Perkowski, en quelques paroles émues prononcées d'une voix vibrante et d'un accent allant droit au cœur, a exposé les causes qui groupaient en ce jour Suisses, Américains, Polonais, autour de la grande image de Kościuszko. Puis, M. Millioud, professeur à l'Université de Lausanne, avec l'éloquence familière et si captivante qui lui est propre, a rendu à son tour hommage à la Pologne, soldat de la liberté ; enfin M. Casimir M. Morawski, avec une grande richesse de détails, un singulier relief d'expression et un heureux choix de traits caractéristiques, a retracé en une belle conférence le tableau de la vie de l'immortel héros polonais qu'honorent non seulement sa patrie, mais tous les peuples amis de la liberté et des idées démocratiques. Car, ainsi que l'a si bien dit M. Millioud, tout semble faire prévoir « que le vaincu d'il y a cent ans sera le vainqueur de demain », et que « l'on ne saurait même pas concevoir la paix en Europe sans une Pologne unifiée et indépendante, telle en un mot que celle pour qui ont combattu Kościuszko et les Polonais fidèles à son idéal ».

La seconde partie du programme comprenait deux tableaux vivants, précédés de « La Steppe », poème symphonique de Sigismond Noskowski, compositeur polonais, mort il y a quelques années. Cette œuvre d'une si large envolée poétique a été merveilleusement exécutée par l'orchestre symphonique des internés alliés, qui, sous la direction de MM. Marc de Ranse et H. Opiński, n'a pas peu contribué à la magnificence du spectacle. A cet harmonieux prélude a succédé la scène animée : Une soirée musicale en Pologne à la fin du *xviii^e* siècle, pendant laquelle se sont fait entendre en de gracieuses productions de l'époque MM^{mes} Szymanowska et Perdirolat, M. Beckmans et des solistes de l'orchestre des internés. Enfin le rideau s'est levé pour la dernière fois sur la grande scène historique du 24 mars 1794, à Cracovie. Sur la grande place avec au fond les clochers de Notre-Dame s'élevant au delà de l'imposante architecture de l'antique Halle aux draps, d'un côté sont rangées des troupes, de l'autre une foule où les chatoyants costumes de la noblesse conduisent les vêtements bariolés des paysans, telles que nous les représentées les vieilles estampes du temps.

La note dominante de cette solennité grandiose a été la vive sympathie qui s'est établie tout de suite entre le public et la scène ; et l'accueil chaleureux dont ont été l'objet les efforts de ceux qui ont fait tout leur possible pour donner à la fête un caractère tout à la fois nettement polonais et digne du grand héros à la mémoire duquel on la célébrait, cet accueil a été pour eux une douce et, disons-le bien méritée récompense.

Aspects particuliers⁽¹⁾ de la guerre mondiale

IV

3. Luites entre Germains.

Les Allemands ont toujours lutté avec leurs voisins. Il y eut des guerres entre les Allemands et les Suédois, qui se terminèrent par l'émancipation de l'Allemagne de toute influence suédoise. Par la pénétration pacifique plus tard l'Allemagne s'est presque complètement soumise la Suède. Très anciennes ont été les guerres entre Allemands et Danois, qui furent terminées par l'annexion d'une partie du territoire danois.

La lutte des Pays-Bas pour leur libération les conduisit à leur émancipation politique d'abord, puis à une sujétion économique croissante qui ensuite est une grave menace pour la Hollande comme pour la Belgique.

Mais le grand conflit entre Germains, est le conflit entre la race anglo-saxonne et les Allemands. Il est vrai que ces Anglo-Saxons ne sont pas de purs Germains, mais ils sont considérés par les Allemands comme leurs cousins. Au XVIII^e siècle il y avait encore des alliances entre la Prusse et l'Angleterre. Même au XIX^e siècle Blücher a aidé Wellington à Waterloo. Ce n'est que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que commença la rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Les colonies anglaises firent envie aux Allemands et ces derniers s'imaginèrent qu'ils pourraient les conquérir. Ils ignoraient qu'ils n'avaient aucun talent pour l'administration coloniale.

L'Allemagne et l'Angleterre représentent deux types très différents d'organisation politique. La guerre mondiale doit décider lequel de ces deux types va dominer le monde. Est-ce le libéralisme et le parlementarisme anglais qui va s'imposer, ou le despotisme prussien? On ne peut pas douter que la Prusse n'aura plus de sujets étrangers, et les peuples qui étaient opprimés jusqu'ici par la Prusse ou l'Autriche, organiseront leur vie politique selon le modèle anglais. Ainsi dans les grandes luites séculaires entre Germains, ce seront les Anglais, qui sont les moins Germains, qui l'emporteront finalement.

4. Pologne et Moscovie.

Les Polonais avaient à lutter non seulement contre les Allemands, mais contre les invasions orientales des Tartares, des Turcs et des Moscovites. Quand le tsarat de Moscou devint la proie de Sophie von Anhalt Zerbst, nommée Catherine II, la lutte de la Pologne avec la Moscovie devint un aspect particulier de la lutte entre Slaves et Germains. Les Moscovites ne sont pas des Slaves. Ce sont des peuples touraniens qui, sous le joug de leurs princes d'origine normande et de leurs popes (prêtres) slaves, ont accepté un langage slave et ont fini par changer vers la fin du XVIII^e siècle leur nom ancien de Moscovites en celui de Russes, voulant ainsi justifier leurs prétentions à la possession de la Russie ou Ruthénie, une province polonaise.

Polonais et Moscovites ont lutté pendant des siècles pour la Ruthénie. Une grande partie de la Ruthénie, unie à la Pologne depuis le XIV^e siècle, a manifesté sa solidarité avec la nation polonaise par sa participation à toutes les révolutions polonaises contre les tsars en 1794, 1830, 1863 et 1905.

La frontière naturelle à l'Orient de la Pologne est le Dniepr, comme pour la Gaule le Rhin. L'intrigue allemande a excité les Ruthènes contre

les Polonais pour les dominer plus aisément. Mais quand les Ruthènes seront libres ils éprouveront le besoin de se réunir à la Pologne, avec laquelle ils ont été unis depuis plus de 500 ans. Alors la lutte séculaire entre les Polonais et les Moscovites sera terminée et les Moscovites auront un vaste champ d'expansion en Asie où personne ne songe à leur faire concurrence, excepté les Japonais.

Les Moscovites renoncent déjà aux ambitions de leurs tsars, et en particulier à Constantinople et à la Pologne. Ils seront forcés aussi d'abandonner la Finlande, l'Arménie et la Georgie. Un vaste État peuplé d'environ cent millions d'habitants parlant la même langue leur restera encore et séparés de l'Allemagne, ils pourront vivre en paix avec les Polonais.

5. Partage de l'Autriche.

La guerre mondiale terminera aussi les luites entre la dynastie des Habsbourg et les peuples qu'elle a opprimés : les Tchèques, les Slovaques, les Slovènes, les Croates, les Roumains et les Polonais.

Les Habsbourg ne pourront garder que leurs sujets allemands autant que ceux-ci voudront encore souffrir une dynastie tellement discréditée.

Aucune dynastie n'a représenté aussi longtemps en Europe les principes de despotisme oriental que les Habsbourg. Ils furent les ennemis de tous les mouvements nationaux et leur chute sera le triomphe du principe de la vie nationale. Ce sera la revanche définitive pour l'acaparement de la Bohême et de la Hongrie qui a préparé la chute de la Pologne. Le principe de la dynastie héréditaire est allemand, tandis que les Celtes, les Slaves, les Roumains et les Grecs ont toujours gardé quelque liberté dans le choix de leurs chefs.

L'Autriche est l'œuvre de la plus perverse des dynasties allemandes, qui a opprimé le plus cruellement les peuples qui lui furent soumis. La dissociation ou désagrégation de l'Autriche sera un des résultats importants de cette guerre. La partie allemande et hongroise de l'Autriche s'unira à l'Allemagne — et le reste fera partie des États nationaux de Bohême, de Pologne, de Roumanie et de Serbie.

(FIN)

W. LUTOSŁAWSKI.

Lithuaniens et Polonais

Nous trouvons dans la *Dépêche* de Toulouse du 10 octobre dernier cet article très intéressant et très documenté que nous reproduisons *in extenso* :

La prise de Riga et la conquête de la Courlande obligent les Allemands à songer à l'avenir de la Lithuanie, qui forme un vaste « hinterland » des provinces baltiques. Or, une Lithuanie autonome ne paraît nullement désirable aux Allemands; d'autre part, ceux-ci ne peuvent songer à l'annexion d'un pays uni jadis à la république polonaise et entend être actuellement maître de sa destinée.

La question lithuanienne est des plus compliquées; ce pays est peuplé de quatre nationalités distinctes dont les aspirations sont divergentes et dont la valeur sociale et civilisatrice n'est pas la même.

Il est intéressant de relever un jugement allemand autorisé sur les forces en présence dans la Lithuanie; il en résulte que le polonisme joue ici un rôle très considérable et que nulle organisation de l'État ne saurait s'y faire sans appui de l'élément polonais. Telle est, en effet, la conclusion d'un rapport confidentiel que von Beckerath, le commandant allemand de Wilno, adressa,

le 3 janvier dernier, au haut commandement des armées de l'Est. Voici les passages essentiels de ce document :

LES BLANCS-RUSSIENS

« Des deux nationalités autochtones — écrit von Beckerath — les Russiens blancs n'ont jamais manifesté de tendances vers une indépendance ou autonomie politique. C'est un peuple intermédiaire, par ses origines et sa langue, entre les Polonais et les Russes, dont il suit tour à tour l'influence et la domination. A l'Ouest, les Blancs-Russiens sont tributaires, avec la religion catholique, de la culture polonaise; à l'Est, c'est la culture russe qui les a imprégnés avec la foi orthodoxe.

« La langue littéraire leur fait défaut; le journal blanc russe le « Homan », édité à Wilno, est rédigé dans une langue qui se rapproche du polonais, tandis que l'idiome parlé plus à l'est ressemble plutôt à la langue russe.

« Les Blancs-Russiens habitant le district de Wilno sont presque tous catholiques romains et se considèrent comme des Polonais. Certaines tendances séparatistes cultivées par quelques hommes de lettres blancs-russiens ne sortent pas au delà de limites restreintes et ne peuvent pas être sérieusement prises en considération. »

LES LITHUANIENS

« La faiblesse du mouvement national lithuanien doit être attribuée à ce qu'il se confine dans une seule classe paysanne. Il est peu probable que l'avenir puisse changer beaucoup cet état de choses. Le peuple lithuanien est peu nombreux et sa langue est rudimentaire. Un Lithuanien cultivé ne peut se passer de la connaissance d'une des grandes langues internationales. Le gouvernement russe l'a obligé pendant longtemps à n'employer que la langue russe; cependant, depuis l'occupation, les autorités allemandes se sont employées avec zèle à bannir le russe de l'école et des institutions publiques. Grâce à cette circonstance, la langue polonaise a pris une importance subite et inespérée d'autant plus que l'allemand, peu répandu, ne peut pas être pris en considération.

« Dans un avenir plus ou moins lointain, l'introduction forcée de l'allemand pourra peut-être refouler la culture slave; mais, au demeurant, je tiens à mettre en garde Votre Excellence devant l'optimisme exagéré dû surtout à nos Lithuaniens de Prusse. Il ne saurait être question, en effet, d'un goût spécial que ces Lithuaniens sont censés éprouver à l'égard de la culture germanique; leur histoire et leur attachement à l'Eglise catholique romaine semblent prouver plutôt le contraire. Il convient, d'ailleurs, de garder une prudence extrême envers des agitateurs lithuaniens qui arborent tous des principes radicaux et socialistes, dont le clergé lui-même paraît être fortement imprégné. »

LES POLONAIS

« Les Polonais constituent une majorité compacte à Wilno et dans les districts environnants : dans les autres régions, ils forment des minorités importantes. La grande propriété foncière se trouve presque entièrement entre leurs mains ainsi que la majorité du clergé, des professions libérales et du monde financier, quand ce dernier n'est pas israélite.

« Malgré toutes les vicissitudes de l'histoire, les Polonais restent en Lithuanie une puissance économique et politique de premier ordre.

« S'il est possible de gouverner sans eux en temps de guerre, il nous paraît difficile de gouverner contre eux en temps de paix, difficile et même dangereux, car les autres nationalités de la Lithuanie ne présentent aucun point d'appui sérieux et stable. C'est pourquoi nous formulons toutes nos réserves contre l'attitude nettement hostile que les autorités allemandes d'occupation en Lithuanie ont cru devoir prendre à l'égard des Polonais.

« On a sous-estimé, à Berlin, non seulement l'importance numérique de l'élément polonais, mais aussi sa valeur politique et économique. Les statistiques officielles russes que nous avons trouvées ici et qui ne répondent pas aux exigences scientifiques modernes étaient sûrement truquées aux dépens des Polonais dont la véritable force n'en a paru qu'avec plus d'évidence. Notre recensement de 1916 a démontré que l'importance de l'élément polonais en Lithuanie est beaucoup plus considérable et que les Polonais y sont seuls à détenir de précieuses qualités politiques et créatrices. »

LES ISRAÉLITES

« Je mets les Juifs à part, observe von Beckerath, car ils ne participent pas à la vie politique, se confinent dans leurs communautés confessionnelles et n'aspirent à la plénitude des droits politiques que dans les buts purement matériels. Les Juifs, comme représentants des intérêts communs se sont montrés insuffisants; ils n'ont pas d'autorité nécessaire pour gérer les affaires publiques et par leur façon de penser ne méritent aucune confiance. Je considère comme erronée l'idée d'employer les Juifs de l'Est, comme les soutiens des intérêts germaniques. »

Le rapport de von Beckerath, en révélant la force inattendue de l'élément polonais en Lithuanie, n'a fait qu'accroître les appréhensions et les fureurs des pangermanistes à l'égard de la Pologne dont ils déplorent le rétablissement par les actes du 5 novembre 1915. Voici, à ce propos,

(1) Voir les numéros 40, 43 et 44 de *Polonia*.

les suggestions pressantes que la Gazette du Rhin et de Westphalie formule à l'usage du nouveau chancelier :

« Si nous fondons aujourd'hui une Lithuanie indépendante où le germanisme n'aurait aucune force, les efforts combinés des Polonais de Lithuanie et du Royaume de Pologne tendront à mettre de plus en plus le pays dans la dépendance polonaise, et il sera un beau jour une proie facile pour le royaume. » Michaëlis ne doit pas répéter en Lithuanie les erreurs commises par Bethmann en Pologne. »

Michaëlis est averti. Les Lithuaniens aussi.

LÉON BRUNN.

Propos d'un vieil émigré

XIII

Les Polonais, c'est d'ailleurs le cas de tous les peuples opprimés, ont toujours été très sensibles à chaque marque de sympathie qu'on leur a portée. Ils n'ont jamais manqué d'attacher une grande importance à tout de qui a été dit et écrit en France sur leur compte. Il est vrai qu'il fut un temps où pendant de longues années la littérature politique y a subi un long moment d'arrêt en tout ce qui concerne la question polonaise. Arrêt forcé, nous dira-t-on, motivé par des exigences d'ordre supérieur, par crainte de déplaire à un puissant allié dont la diplomatie avec sa myopie habituelle ne voyait que la tête couronnée, signé extérieur d'une puissance dont les bases reposaient sur des fondements si peu solides qu'au premier souffle de la colère d'un peuple secouant ses chaînes elle s'est effondrée dans la poussière.

Les Polonais se rendaient très bien compte de la situation et ils se gardaient d'en vouloir à ceux qui, tout en se disant leurs amis, avaient quand même jugé nécessaire d'abandonner depuis une trentaine d'années la thèse soutenue jusque-là si noblement par les grands écrivains politiques de la France, par ces esprits généreux pour qui le démembrement de la Pologne n'avait jamais cessé d'être un crime que tout honnête homme devait avoir à cœur de réparer. Ils leur savaient même gré de ne plus s'occuper de la question polonaise qu'ils auraient nécessairement traitée d'un point de vue indésirable et faussé par leur nouvelle orientation politique.

Mais du jour où le gouvernement provisoire de Russie a rompu d'une manière éclatante, par l'acte du 17/30 mars 1917, avec les traditions de la politique tsariste à l'égard de la Pologne, il semblait que les suppôts de cette politique en France avaient les mains complètement libres et qu'ils allaient rendre à la question polonaise la place qu'elle avait toujours occupée. Il n'en est malheureusement pas ainsi. On redoute encore de parler de la Pologne. Par une fausse compréhension de la puissance de l'Etat russe, on voit dans la libération de la Pologne, dans sa reconstitution en un Etat libre et indépendant le commencement du démembrement de la Russie. Le mirage de la grande Russie du temps des tsars continue à subsister. On voudrait, coûte que coûte, à l'encontre des désirs mêmes des hommes politiques russes les plus éminents, maintenir l'ancienne constitution de l'empire russe, de ce colosse aux pieds d'argile, dont l'impuissance a été démontrée d'une manière si manifeste au cours des dernières années de guerre. On range la Pologne parmi les petites nationalités de Russie qui revendiquent, elles aussi, leur indépendance. On la met au niveau des Lettons, des Lithuaniens, voire même des peuplades asiatiques qui sont loin de posséder un degré de civilisation égal à celui qu'a atteint le peuple polonais au cours d'une existence millénaire. On oublie que la reconstitution de la Pologne dans l'intégrité de ses frontières ethnographiques avec la Posnanie, la Silésie et la

Galicie est une question d'ordre primordial pour le futur équilibre européen. Le sentiment des Alliés à ce sujet est unanime et il semble bizarre qu'il se trouve des gens qui conservent encore une étonnante tiédeur à l'égard de la question polonaise en affectant d'en ignorer l'importance.

Ces réflexions m'ont été suggérées par la lecture des premiers numéros de la revue Le Monde Slave. On y parle de la Russie, des Tchèques, des Yougo-Slaves, des Slovaques et autres peuples de la grande famille slave en gardant un silence extrêmement significatif au sujet de la Pologne. Parmi les auteurs de différents articles publiés dans cette revue figurent des noms de slavistes notoires. Si faibles que soient leurs connaissances de la question polonaise, connaissances qui se sont fait jour timidement à travers le nuage opaque créé par l'obsession de l'impérialisme russe, il est quand même impossible qu'ils ne puissent dire à l'heure actuelle quoi que ce soit sur la question polonaise, question non moins brûlante que celle des Tchèques et des Slovaques. Voudrait-on par hasard exclure entièrement les Polonais de la grande famille Slave au sein de laquelle ils ont occupé jusqu'ici une place si honorable. Il est impossible à l'heure actuelle de parler de la Russie sans aborder la question polonaise dont la solution est intimement liée à celle de la future organisation de l'Etat russe. De même en Autriche, le problème polonais s'impose d'une manière tout au moins aussi impérieuse que celui de la Bohême et de la Yougo-Slavie. Il semblerait que dans une revue où la question slave est appelée à être traitée à fond, il ne suffit pas de rendre compte d'un ouvrage écrit en allemand par un Polonais, ancien officier de l'armée autrichienne, il est au contraire tout indiqué d'aborder courageusement la question polonaise de front et d'en parler à cœur franc quelles que soient à ce sujet les opinions des piliers du Monde Slave.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

BULLETIN

• Les partages austro-hongrois.

On télégraphie de Berne au Temps, le 8 novembre :

Bien qu'il n'y ait encore aucune confirmation officielle sur les décisions prises à Berlin dans le conseil de la couronne qui a examiné la question de Pologne, on peut considérer nos informations comme certaines.

L'importance des délibérations de Berlin est attestée par le fait que, outre le comte Czernin, Hindenburg et Ludendorff, ainsi que le comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, y ont pris part.

Le correspondant officiel de la Gazette de Francfort du 7 novembre assure que dans les milieux renseignés, on se refuse à rien dire et qu'on se borne à déclarer inexacts les informations publiées par la presse. Mais d'autre part, l'agence polonaise de Vienne, qui a un caractère semi-officiel, annonce que les discussions de Berlin ont conduit à un résultat favorable et que l'on peut penser que le programme dit austro-polonais sera réalisé.

Le Berliner Tageblatt précise également que le gouvernement de Suwałki, qui bien que lithuanien appartient historiquement à la Pologne, serait réuni au Royaume de Pologne et que la Pologne aurait droit d'accès à la mer par la Vistule prussienne.

Le Lokal-Anzeiger exprime déjà des craintes que les intérêts allemands ne soient lésés par cette solution de la question polonaise.

• Mises au point autrichienne et allemande.

L'Agence Wolff communique le 8 novembre :

Les informations répandues dans une partie de la presse au sujet d'une solution précise des questions concernant les territoires occupés dans l'Est, telle qu'elle serait résultée des discussions du conseil de la couronne et des pourparlers avec le comte Czernin, sont en partie inexacts en partie fausses. Les pourparlers qui viennent d'avoir

eu avec le comte Czernin, notamment, ne sont que la continuation des entretiens courants avec les hommes d'Etat austro-hongrois, comme le cas s'est produit souvent jusqu'à présent au cours de la guerre. Comme toujours, toutes les questions particulièrement importantes ont été examinées, et notamment la question polonaise; mais aucune solution définitive de la question polonaise n'a été amenée par les discussions; ces dernières continueront, au contraire.

Le Wiener Correspondenz Bureau communique le 8 novembre :

Se basant sur des informations des cercles viennois autorisés, plusieurs journaux du matin qualifient de prématurées dans les détails les nouvelles publiées hier soir par des journaux berlinois sur le sort futur du royaume de Pologne, mais ils sont unanimes à déclarer que la solution de la question polonaise dans le sens de rapports aussi étroits que possible avec la monarchie austro-hongroise interviendra dans un avenir rapproché. Quelques journaux disent qu'il serait prématuré de vouloir, dès aujourd'hui parler de statut politique de la Pologne. Ce qui est seulement certain à cette heure, c'est que la Pologne deviendra une monarchie constitutionnelle héréditaire. Une parfaite harmonie de vues règne entre Berlin et Vienne au sujet du développement ultérieur de la question polonaise.

• Les raisons probables (?).

Berne, 8 novembre.

D'après des télégrammes de Berlin, que publient plusieurs journaux, en particulier la Strassburger Post, du 7 novembre, la solution de la question polonaise aurait été hâtée parce qu'on avait des raisons de croire que le conseil de régence s'inspirant du résultat des travaux de la commission chargée de préparer la Constitution, allait demander l'autorisation pour la Pologne d'élire son roi.

• La question polonaise à l'ordre du jour.

Le Lokal Anzeiger du 8 novembre annonce que la question polonaise fera l'objet principal des discussions de la commission du Reichstag, laquelle doit se réunir le 18 ou le 19 novembre, ainsi qu'aux Délégations austro-hongroises, convoquées à Vienne pour le 8 décembre.

• La situation en Pologne.

On écrit de Bâle au Journal de Genève du 7 octobre.

Le président de la commission du Conseil d'Etat chargée de préparer la constitution polonaise a fait les déclarations suivantes au rédacteur d'un journal polonais :

« Le projet auquel la commission a travaillé pendant cinq mois est maintenant terminé. Le catholicisme sera, en Pologne, la religion d'Etat; la Pologne formera une monarchie héréditaire; le premier roi sera élu par la Diète; le roi ne pourra se marier qu'avec le consentement de la Diète. Le roi devra résider en Pologne; il ne pourra pas, sans l'approbation de la Diète, accepter la couronne d'un Etat étranger. Le Parlement comprendra deux Chambres : une Diète et un Sénat. La Diète sera élue sur la base du suffrage universel égal, direct et secret, avec représentation proportionnelle. Le Sénat sera composé pour moitié de membres élus et pour moitié de membres nommés par la couronne. »

Sur l'attitude que prennent les partis polonais à l'égard du nouveau conseil, on n'a que des informations d'origine allemande qui représentent notamment la Pologne comme se ralliant presque unanimement au nouveau gouvernement. Cependant, les journaux de Varsovie publient les décisions suivantes, émanant du parti réaliste :

« Le parti réaliste, considérant que le gouvernement polonais actuel est composé de techniciens qui sont étrangers aux partis politiques, estime qu'il est trop tôt pour lui pour collaborer directement au gouvernement. Cependant le parti est disposé à prêter son concours à la constitution de l'Etat polonais sous des conditions précises. »

Pour ces raisons, le parti réaliste considère que ceux de ses membres qui sont entrés dans le gouvernement doivent quitter le parti.

A la suite de cette décision, le prélat Chelmicki a quitté le parti réaliste. A sa place, le comte Henri Potocki a été élu président.

• Le Conseil des paysans russes et la paix.

Le Conseil des délégués paysans ayant repoussé les instructions du Soviet de Pétersbourg, a élaboré les siennes propres. Dans ses conditions de paix il y en a une qui nous intéresse particulièrement.

La Pologne russe — lisons-nous dans ce document — est proclamée indépendante, les régions polonaises de l'Allemagne et de l'Autriche jouiront d'une autonomie complète.

Nous acceptons avec joie la première partie de cette déclaration seulement. Elle nous est très précieuse. Il faut, en effet, que la nation russe dise tout haut et à la face du ciel qu'elle renonce à la partie de l'ancienne République

de Pologne, que le Congrès de Vienne avait réuni à la monarchie russe.

Quant aux « régions » polonaises de l'Allemagne et de l'Autriche, pourquoi le Congrès des paysans veut-il les laisser à leurs oppresseurs ? Les Polonais veulent l'indépendance, certes, mais aussi ils veulent l'unité nationale. L'une ne peut pas exister sans l'autre. Le Congrès des paysans a inscrit en tête de ses « conditions de paix » la phrase suivante : Paix sans annexions ni indemnité, avec le droit aux peuples d'organiser leur régime eux-mêmes. En voulant laisser la Pologne et la Galicie aux mains de l'ennemi, le Congrès se contredit.

• Graves désordres en Wolhynie.

On annonce de Pétersbourg que de graves désordres se sont produits en Wolhynie. A Żytomierz (Jitomir), le prince Sanguszko, riche propriétaire foncier polonais, a été assassiné par la populace. Sa propriété magnifique a été complètement détruite.

• Conférences de M. Georges Bienaimé.

M. Georges Bienaimé fera une conférence au Collège des Sciences Sociales (rue Danton), mercredi 21 novembre à 5 heures sur les *Relations des Polonais et des autres Slaves dans le passé et dans l'avenir*.

A l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, rue de la Sorbonne, M. Georges Bienaimé fera une série de cinq conférences les jeudis 22, 29 novembre, 6, 13 et 20 décembre, à 5 h. 1/2, sur les *Frontières de la Pologne*. Dans la première conférence M. Bienaimé parlera de l'état actuel de la question polonaise.

On trouve des cartes à la Polonia et à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales.

• Une protestation du conseil national lithuanien.

Le conseil national lithuanien a adressé au comité hollando-scandinave de Stockholm la protestation suivante :

Nous tenons à protester avec toute l'énergie dont nous sommes capables contre la façon dont le comité hollando-scandinave a traité dans son manifeste la question lithuanienne qui figurait cependant au questionnaire dudit comité. Il l'a tout simplement ignorée !

Ce silence est d'autant plus extraordinaire que la Lithuanie ressuscite actuellement des limbes d'un glorieux passé. Sa Diète, composée de 215 membres, appartenant à toutes les classes sociales, réunie à Vilnius (Wilno), le 28 septembre dernier, a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Diète, prenant en considération les vœux ardents et unanimes de tout le peuple lithuanien, décide :

« La Lithuanie sera constituée en un Etat indépendant. Les droits des minorités ethniques y seront respectés.

« La forme définitive de l'Etat lithuanien ainsi que ses rapports avec les Etats voisins seront définis par la Constituante convoquée à Vilnius. »

Depuis, un Conseil d'Etat élu par cette Diète a pris en main la conduite des affaires sous l'éminente direction du vaillant protagoniste de nos luttes nationales, le Dr Bassanavicius.

• Les opinions allemandes.

Dès le 6 novembre, l'organe socialiste minoritaire, la *Leipziger Volkszeitung*, prévoyait les dispositions qui allaient être prises et s'en inquiétait en ces termes :

Ce plan correspondrait parfaitement aux vœux des pangermanistes, qui veulent utiliser la situation militaire pour exagérer encore leurs prétentions.

Le moment est décisif non seulement pour la politique future du gouvernement allemand, mais pour caractériser sa politique antérieure. Au moment où les armes triomphent, on va voir si l'Allemagne continue à parler de paix de conciliation ou si elle adopte un programme annexionniste.

La *Kölnische Zeitung*, pangermaniste, écrit : Il est inutile de nier qu'on ne verra pas précisément en Allemagne d'un œil tranquille une Pologne entièrement soustraite à notre influence alors même qu'elle est dans les mains de notre allié. Qui pourrait jamais oublier le rôle joué par la Pologne en automne 1915, comme point de départ des opérations russes ? Mais ces craintes pèchent de leur raison d'être si la Lithuanie et la Courlande sont mises, par rapport à l'Allemagne, dans la même situation que la Pologne vis-à-vis de la Russie. L'expression Lithuanie, Courlande est encore un peu vague. Mais nous avons confiance qu'on arrondira ces pays d'une façon telle que nous n'ayons pas à nous faire des reproches dans l'avenir. Les deux alliés, l'Allemagne et l'Autriche, seront, par cette solution définitive de ces questions de Pologne, de Lithuanie et de Courlande, soudées en quelque sorte l'une l'autre, géographiquement parlant, ainsi que la carte le montre.

• La générosité italienne.

M. Attilio Begey, un ami de la Pologne et avocat italien bien connu à Turin, qui a perdu l'année dernière son fils unique, Ernest, mort sur le Monte Adamello, nous fait parvenir une somme de 130 livres qui proviennent d'une quête faite dans un secteur du front italien en faveur des soldats polonais blessés.

Vivement touchés par cette preuve de générosité, nous adressons aux donateurs anonymes nos remerciements les plus vifs.

LIVRES NOUVEAUX

Trzy psalmy i Hejnał (Trois psaumes et le Chant des Cloches), poésies de M. JOSEPH RUFFER. Paris, imprimerie M. Flinikowski, 216, boulevard Raspail.

Ce recueil des poésies de M. Ruffer obtient le plus vif succès ; succès d'ailleurs des plus mérités, car ses vers sont inspirés par la guerre actuelle et surtout par la situation tragique dans laquelle se trouve la Pologne. Dans les angoisses du poète, dans son inquiétude et dans sa confiance en l'avenir, nous avons tous retrouvé nos sentiments. Aussi sommes-nous reconnaissants à M. Ruffer d'avoir exprimé avec tant de maîtrise et d'art les pensées et les espérances de toute la Pologne, et de s'être élevé au-dessus de luttes de partis.

Nous recommandons vivement le recueil des poésies de M. Ruffer à tous nos lecteurs français. Une très bonne traduction française de ces vers, due à M. S. E., a paru dans le *Bulletin Polonais* de juillet dernier.

REVUE DE LA PRESSE

M. WILLIAM MARTIN publie dans le *Journal de Genève* du 6 novembre cet article remarquable intitulé : « La Liberté de la Pologne » :

Les Empires centraux ont refusé leur agrément à la nomination du comte Adam Tarnowski au poste de président du gouvernement polonais. Les Empires centraux, dans ce cas, c'est l'Allemagne, et elle seule. Le comte Tarnowski, qui a été ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia et à Stockholm et ambassadeur à Washington, s'est toujours montré un sujet fidèle et loyal de Sa Majesté apostolique. Il a pris une part considérable et prépondérante à l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des trois empires. Si l'on peut lui faire un reproche, ce n'est pas de manquer de zèle en leur faveur, c'est d'en avoir trop, et de s'être montré plus autrichien qu'il n'était nécessaire dans ses procédés diplomatiques.

La nomination du comte Tarnowski, fonctionnaire austro-hongrois, pouvait passer pour une provocation à l'égard des Alliés et pour un manque d'égards envers une grande partie du peuple polonais. En aucun cas, elle ne pouvait devenir un péril pour les puissances centrales.

Le veto de l'Allemagne jette sur la liberté polonaise une lumière impitoyable. Il prouve que les régents, sollicités investis de pouvoirs souverains, ne peuvent rien faire sans la permission des occupants ; il trahit en outre qu'entre les Allemands et les Autrichiens il y a en Pologne une rivalité sourde et profonde. On le savait ; l'Allemagne, en mettant à l'interdit un des plus loyaux serviteurs de Charles I^{er}, le confirme officiellement.

Le gouvernement allemand ne veut pas à Varsovie d'un président du conseil dévoué à l'Autriche, ni d'un chef de gouvernement qui jouisse d'une grande autorité personnelle. Le comte Adam Tarnowski, quoique très conservateur, et, à ce titre, suspect aux éléments démocratiques, était l'un et l'autre. Son austrophilie s'appuyait sur une expérience et un passé ; les Allemands préfèrent les inconnus et les dociles. Certes, les hommes auxquels les régents vont sans doute faire appel, le prince Drucki-Lubecki ou M. Pomorski, sont de bons Polonais. Mais ils n'ont pas l'autorité personnelle du comte Tarnowski et les Allemands les croient plus accessibles aux suggestions, pour ne pas dire aux ordres de M. de Beseler.

Les régents, entrés en fonction depuis une semaine à peine, en sont à leur deuxième conflit avec les occupants. Ils ont dû opposer un démenti sec à une information de source intéressée déclarant que l'armée polonaise irait « défendre les frontières du pays ». Les régents veulent bien créer une armée, organe essentiel, à leurs yeux, de la souveraineté. Mais ils ne songent pas à l'engager sur les champs de bataille pour une cause étrangère. Il y a assez de Polonais comme cela dans les armées russes, allemandes, autrichiennes, françaises et peut-être américaines. L'armée polonaise ne se battra pas.

Sur ce premier conflit de principe vient se greffer aujourd'hui un conflit de personnes, caractéristique de la façon dont les Allemands conçoivent la liberté de la Pologne.

Hélas, les Russes ne semblent pas la comprendre mieux. Les conditions de paix, rédigées certainement par l'un des maximalistes allemands du Soviet, mais approuvées par le Soviet tout entier, et qui deviendront peut-être demain les conditions du gouvernement russe, si l'on fait confiance aux efforts de M. Terestchenko, à la recherche d'une formule d'union, parlent de la Pologne en des termes qui sont un défi au peuple polonais, à toute l'Europe libérale et au président Wilson. « Evacuation de la Russie par les troupes allemandes. Autonomie pour la Pologne, la Lithuanie et les provinces lettones ».

L'autonomie n'est pas seulement une notion vague et élastique, c'est un principe de politique intérieure qui conteste implicitement le caractère international du problème polonais. Le Soviet reste, dans ses promesses à la Pologne, non seulement en deçà de toutes les affirmations des Alliés, mais encore en deçà des déclarations de Stürmer, le plus méchant ennemi des Polonais. Le Soviet trahit ses principes démocratiques, au moment précis où l'Allemagne peut en tirer profit. Ce seul exemple montre assez l'origine de ses instructions.

Répétons une fois de plus, puisque les Russes ne l'ont pas encore compris, ce que veut la Pologne. Le 28 mai dernier, la Diète nationale de Cracovie a adopté une résolution déclarant : « L'effort unanime du peuple polonais tend à la restauration d'une Pologne unie et indépendante ayant libre accès à la mer ». Cette formule, qui émane de Polonais favorables à l'Autriche, doit être considérée comme un programme minimum. En restant si loin de ces revendications, le Soviet fait volontairement et consciemment le jeu de l'Allemagne.

Il appartient aux Alliés de déjouer cette manœuvre grossière, mais périlleuse. Tous les gouvernements occidentaux sont entièrement d'accord sur la question polonaise. Le plus réservé, jusqu'ici, a été l'anglais, mais, « noblesse oblige » et l'Angleterre ne sera pas, vis-à-vis de la Pologne, en reste de libéralisme et de générosité.

En ce qui concerne la France, ses hommes d'Etat n'ont jamais manqué une occasion d'affirmer leur volonté de restaurer la Pologne, et M. Albert Thomas, de passage à Genève, a déclaré hier au représentant du bureau *Polonia* : « Il est incontestable qu'une Pologne indépendante et unifiée constitue l'un des principaux buts de guerre des Alliés. Je puis vous affirmer que j'ai présenté, lors de mon séjour à Pétersbourg, une déclaration très nette sur la question polonaise, au nom du gouvernement français. »

Il ne reste plus qu'à mettre sous cette déclaration la signature solidaire et publique de tous les gouvernements alliés. Ce sera l'une des tâches les plus essentielles de la prochaine conférence de Paris et nous avons confiance qu'elle n'y faillira pas.

Bulletin Yougoslave dans son numéro du 1^{er} novembre publie *Quelques mots sur la Déclaration de Corfou*, exposé de M. A. Trumbić, président du Comité yougoslave à la réunion Franco-Slave, les nécrologies de de FRANO SUPILO et d'IVAN KREK, *Stockholm et les socialistes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine*, etc.

La Nation Tchèque publie en tête de son N° 8-9 le remarquable discours sur « La guerre mondiale et le problème des petites nations » que M. T. G. MASARYK, l'éminent leader tchèque, a prononcé le 19 juillet dernier à Kiev dans une manifestation tchéco-slovaque.

Ensuite, nous trouvons la fin de l'étude de M. ERNEST DENIS sur *Le Pape et la Paix*. En parlant du passage de la note pontificale touchant la Pologne, M. Denis suppose que c'est le général des Jésuites, le père Ledóchowski, qui a inspiré le Souverain Pontife... Il en voit la preuve dans ce fait que « le seul passage qui parle des souffrances des populations, vise les territoires qui faisaient partie de l'ancien Royaume de Pologne ». Nous ne savons pas si cette hypothèse est exacte.

Enfin M. ANDRÉ DUBOSQ parle de *L'Opinion magyare et les nationalités*.

Ouyédinyényé (l'Union), journal édité par le Comité Monténégrin pour l'Union Nationale, rend hommage, dans son numéro du 25 octobre, à notre héros national, l'immortel Kosciuszko. Ce journal paraît à Genève (14, rue Gougas).

Nous recevons la N° 2 du **Bulletin Monténégrin** publié à Genève par le Comité Monténégrin pour l'Union Nationale. Nous y trouvons les articles suivants : « Le Salut à la France », un éloge de la République Française qui, en dépit de tous les vents, malgré toutes les secousses, est restée la gardienne fidèle des grandes traditions de la Révolution ; « La dynastie contre la nation » est un exposé clair et précis du conflit qui a éclaté en 1916 entre le parti libéral monténégrin et le roi Nicolas ; dans « le futur Etat Yougoslave » l'auteur souligne l'importance de la *Déclaration de Corfou* et de l'adhésion des Monténégrins libéraux à cette déclaration. Divers documents, la chronique et la revue de la Presse remplissent le reste du texte de cette intéressante publication.

ZIEMIE POLSKIE

W Rosji walka wrze, ale nie na linii bojowej. Biją się na ulicach Piotrogradu i Moskwy wojska wierne Rządowi Tymczasowemu z pułkami, które przeszły na stronę bolszewików.

Lenin, Trockij i Zinowjew urządzili zamach stanu, wyrócili Kerenskiego i ogłosili się za rząd prawowity, którego pierwszym aktem było zaproponowanie natychmiastowego pokoju... Niemcom.

Ale Berlin, powątpiewając w sukces rewolucji bolszewickiej, nie kwapi się zbyt. Kerenski zbiera wierne sobie wojska i podobno już wrócił na ich czele do stolicy.

— **Odezwa Związku Międzypartyjnego w Galicji.**

Galicyjskie stronnictwa: Ludowcy, Zjednoczenie Narodowe i Stronnictwo Narodowo-Demokratyczne, złączone w *Związek Międzypartyjny* wydały następującą odezwę podpisaną przez wszystkich członków wymienionych grup:

« Nie ziściła się nadzieja, jaką społeczeństwo polskie przywiązywało do ostatnich obrad Koła Sejmowego. W dniu tym zniknąć miały z widowni politycznej szczątki Naczelnego Komitetu Narodowego, który przed trzema laty wola społeczeństwa naszego powołała do życia, aby w czasie wojny światowej był symbolem naszej jedności i wiary narodowej, a który, niestety, stał się narzędziem rozstroju i niewiary, ogniskiem fałszów, służalstwa, a nawet i donosicielstwa, źródłem cierpień i krzywd, wyrządzanych społeczeństwu polskiemu. Zgromadziła się 2 września reprezentacja narodowa dla stwierdzenia, że Komitet ten, nazywający się nieprawdnie i samowładnie ciągle jeszcze « naczelnym » i « narodowym », mimo opuszczenia go przez szereg stronnictw, przestał jako taki istnieć i dla rzucenia zasłony na jego smutną działalność, która dopiero w szczęśliwszych warunkach politycznych wolno będzie z całą swobodą oświetlić.

Inaczej się stało. Wbrew dawniejszemu postanowieniu, dwa stronnictwa mające w swym ręku ten t. zw. Naczelnny Komitet Narodowy, postanowiły go utrzymać pod pozorem, że dotychczas niema rządu narodowego w Królestwie Polskim.

Na domiar, grupa posłów konserwatywnych poważyła się uczynić jawny zamach na uchwałę Koła Sejmowego z 28 maja b. r. i poddać w wątpliwość jej znaczenie, tłumacząc ją jako wyraz uczuć jedynie w przeciwstawieniu do aktu z 5 listopada 1916 r., jako rzekomego programu politycznego polskiego!

Nie zawahała się równocześnie przed szerzeniem fałszywych podejrzeń i donosów na obrońców polityki i godności narodowej, na uchwałę z 28 maja b. r. ugruntowaną.

Wśród takiej atmosfery niemożliwe były dalsze obrady powołanego ciała politycznego. Jakoż my, reprezentanci stronnictw polskich, na gruncie uchwały z 28 maja b. r. zjednoczonych, świadomi naszych obowiązków i odpowiedzialności narodowej, nie mogliśmy dopuścić do wypiczenia uchwały z 28 maja pod żadnym pozorem i, da Bóg, także w przyszłości, wbrew podobnym zabiegom, nie dopuścimy. Skoro jednak przebieg ostatniego zebraństwa Koła Sejmowego odkrył przed narodem niebezpieczeństwa i kuwania, skierowane przeciw naszej polityce narodowej, skoro ci, którzy czują się być powołani do przewodzenia pod narodowym sztandarem, sztandarten tchórzliwie porzucając i składają go w tajemnym schowanku swoich uczuć i wspomnień rod/innych, odzywamy się do całego społeczeństwa z wezwaniem: w chwili podjętych na nowo przez wpływowe czynniki prób rozstroju, trwajmy niezachwianie przy naszym narodowym programie, skupiajmy się i łączmy na zasadzie uchwały z 28 maja b. r. Nie dajmy się zachwiać ani steroryzować!

Niechaj świadoma opinia całego społeczeństwa poprze nas w narzuconej nam na nowo walce o najwyższe dążenia narodowe! Niechaj przemożny wpływ tej opinii przewycięży słabych i bojaźliwych, niech sprawi, aby i ci nieliczni, którzy się jeszcze wahają, stanęli na straży naszych nieprzedawnionych praw i godności narodowej. »

JESZCZE O UZURPACJACH P. LEDNICKIEGO

OSKARZENIE

Podaliśmy w zeszłym numerze protest, wystosowany do p. Lednickiego, a motywujący wystąpienie najwybitniejszych członków Komisji Likwidacyjnej dla spraw Królestwa Polskiego. Nazwisko — obok księcia Czetwertyńskiego i innych — szczególnie p. Władysława Grabskiego podprotestem, wywołało wszędzie wielkie wrażenie. Wiadomo powszechnie, że p. Wład. Grabski, brat Stanisława, profesora ze Lwowa, trzymał się zawsze zdajeka nie tylko od walki partyjnej, ale i od walk politycznych wogóle i poświęcał się całkiem pracy społecznej, oddając na tem polu sprawie publicznej niespożyte usługi. Tem głębsze musiały być powody tej doniosłej decyzji. Piotrogradzki *Dziennik Polski* pragnął z jego własnych ust usłyszeć wyjaśnienia, których mu p. Wł. Grabski nie odmówił, a które w głównych swych ustępach brzmiały, jak następuje: « Pop. Aleksandrze Lednickim miałem prawo spodziewać się zupełnie innego postawienia rzeczy, niż to, które nastąpiło. Stosunki moje z p. A. Lednickim były na gruncie spraw publicznych dość bliskie. Przedewszystkiem pod względem politycznym bardzo często byliśmy jednego zdania.

« Argument przeto *Dziennika Narodowego* że w wystąpieniu nas czterech odgrywały rolę czynniki partyjne, jest tylko manewrem polemicznym. Gdyby nasze wystąpienie miało podkład partyjny, nie byłoby na niem przedewszystkiem mojego podpisu; tymczasem nie wahałem się pierwszy powiedzieć p. Lednickiemu w oczy, że zmusza on nas do wystąpienia z Komisji Likwidacyjnej i nie wahałem się zaraz po powiedzeniu tego wpłynąć na zredagowanie zbiorowego listu w tonie takim, w jakim się ukazał.

« To, że p. Lednicki trzymał sam projekt swojej rady w sekrecie przed nami czterema i jeszcze niektórymi innymi członkami Komisji, jest dla mnie psychologiczną zagadką. Szczególnie niepojętym pozostaje dla mnie sposób traktowania przez p. Lednickiego tej sprawy ze mną osobiście. Zaraz po utworzeniu Komisji Likwidacyjnej p. Lednicki specjalnie prosił mnie, bym mu pomagał w prowadzeniu jej prac i okazywał mu w jego roli całkowitą przychylność. Przyobiecane mu to i obietnicy dotrzymałem: opracowałem zasady i plan działalności Komisji Likwidacyjnej, który został przyjęty przez Komisję, łącznie z p. Mrozowskim opracowaliśmy regulamin Komisji, a wszystkie pierwsze konkretne projekty likwidacji urzędów rosyjskich w Królestwie Polskim były przez nas ułożone.

« W czerwcu ubiegłym zauważyłem, że p. Lednicki układa pewien plan, związany z jego stanowiskiem jako prezesa Komisji Likwidacyjnej, plan, który przedemną ukrywa. Mogłem wyrozumieć tylko, że osiã tego planu ma być to, że prezes Komisji Likwidacyjnej, a Komisja to zupełnie co innego, i że prezes Komisji Likwidacyjnej to coś znacznie większego, niż przewodniczący Komisji. Widziałem, że u p. Lednickiego zaczyna kiełkować przeświadczenie, że on jako prezes Komisji Likwidacyjnej ma specjalną misję polityczną polską, przyczem, że dla tej misji nie czerpie on źródła w mandatach społecznych, jakie posiada, ale w tym fakcie, że rząd rosyjski nadał mu prawa ministra. Oczywiście wyobrażenie to uważałem za szkodliwe i chorobliwe. Dla mnie było jasne, że ustępowanie o Komisji Likwidacyjnej określający, że prezes Komisji Likwidacyjnej ma atrybucję ministra, nie mogą być inaczej zrozumiane jak tylko, że prawo takie przysługuje p. Lednickiemu w stosunku do swego personelu urzędniczego i do urzędów rosyjskich, ale nigdy w stosunku do społeczeństwa polskiego. Coraz jednak bardziej stawało się już w końcu wiosny tego roku widocznym, że p. Lednicki pojmuję swoją rolę, jako — ministra polskiego do spraw polskich.

« W Sztokholmie, miesiąc temu, dowiedziałem się, że p. Lednicki chce mieć przy boku swoim Radę, tak samo, jak mają inni ministrowie, i że Radzie tej chce nadać charakter nie ciała urzędniczego, ale charakter polityczny polski. Dowiedziałem się tego nie od samego p. Lednickiego, który się ze mną przez parę dni w Sztokholmie nie komunikował, ale wystarczyła dla mnie ta pierwsza uboczna wiadomość by, niezwłocznie p. Lednickiego powiadomić, że czuję się zmuszonym wystąpić z Komisji Likwidacyjnej. Decyzji

tej oczywiście nie mógł mi podpowiedzieć żaden narodowy demokrat, bo takiego w całym Sztokholmie wówczas nie było; wystarczyło dla mnie moje poczucie godności narodowej.

Na drugi dzień rano, po tem jak ostrzegłem p. Lednickiego, że zamierzam ustąpić z Komisji, przybył on do mnie wyjaśniając, że powodów żadnych do konfliktu nie widzi, że jeszcze nie jest zdecydowane, że w każdym razie ze mną jeszcze się naradzi, że myśli on o tem, by wytworzyć miarodajny organ polityki polskiej, któryby jednoczył różne sprzeczne kierunki. Tej ostatniej myśli okazałem całą moją sympatię, gdyż już dawniej przedstawiłem p. Lednickiemu, jako Prezesowi Rady Zjazdów, projekt powołania do życia Komitetu Polskiego Politycznego drogą powszechnych wyborów wszystkich Polaków w Rosji przebywających. Wyraziłem przeto p. Lednickiemu gotowość z mej strony poparcia każdego kroku, który uczyni w zakresie doprowadzenia do porozumienia poważnionych dzisiaj stronnictw politycznych. Przestrzegałem jednak p. Lednickiego, że takiej akcji narodowo-politycznej polskiej w żadnym razie nie godzi się opierać na jakimkolwiek autorytecie formalnym rządowym rosyjskim, że autorytet ten może być tylko moralny i wewnątrz i na zewnątrz. Autorytet formalny w sprawach polskich, tłumaczyłem p. Lednickiemu, — może nadawać tylko rząd polski, a nigdy rząd obcy. Pan Lednicki obiecał mi w Sztokholmie, że się jeszcze ze mną w tej sprawie naradzi.

« Gdy wróciłem ze Sztokholmu, czekałem na przybieganą naradę. Pan Lednicki zwołał istotnie naradę polskich członków Komisji, ale na niej sprawy projektowanej rady nie postawił. Gdy o to zapytałem, dlaczego tego nie uczynił, pokazał mi p. Lednicki na dowód, że miał zamiar to uczynić, bruljon porządku dziennego zebrania polskich członków z postawioną sprawą rady, ale punkt ten był przekreślony i p. Lednicki oznajmił mi, że jeszcze jest za wcześnie, aby o tem mówić. W parę dni odbyło się drugie zebranie składu polskiego Komisji Likwidacyjnej. Zainterpelowałem p. Lednickiego w obecności innych o projekt rady, gdyż był on już w pismach ogłoszony, jako akt dokonany. Nie dawałem temu wiary wobec poprzednich, cztery dni temu, zapewnień pana Lednickiego, że jeszcze nie czas na jego omawianie. Ale wówczas p. Lednicki oznajmił, że Rada Polska z nominacji Rządu Rosyjskiego jest już rzeczą zdecydowaną. Nie pozostawało oczywiście nic innego, jak wyrazić ubolewanie i protest, który wszyscy czterej złożyliśmy. Na razie p. Lednicki obiecał, że jeszcze będzie się nad samą istotą rzeczy zastanawiał, a następnie w trzy dni później oznajmił, że projekt nie może być odwołanym, bo jest przez rząd podpisany. Próbowaliśmy jednak p. Lednicki skłonić nas do pogodzenia się z faktem dokonany, obiecując, że skład rady dobierze taki, ażebyśmy byli zadowoleni.

« Ta ostatnia obietnica dopełniła czary i otworzyła nam oczy. Dojrzelśmy, że między nami czterema, a p. Lednickim istnieje cała przepaść w pojmowaniu godności narodowej w sprawach politycznych polskich. Dla nas było zbyt jasne, że żadna Rada Polska nie może być mianowana przez któryś rząd niepolski, p. Lednicki zaś stawiał sprawę na gruncie porozumienia osobistego co do składu Rady i chciał nas skłonić do udziału w Radzie. My dalszej rozmowy na takim gruncie nie przyjęliśmy i wyszliśmy, wyrażając w oczy p. Lednickiemu wyrazy najwyższego oburzenia i potępienia.

« Zrozumieliśmy że p. Lednicki chce sobie torować drogę do robienia polityki polskiej, opierając się na rządzie rosyjskim. Dziś robi to p. Lednicki dzięki swoim stosunkom z Kierenskim. A czy długo będzie Kierenski u władzy? Gdy będzie kto inny rządził Rosją, inny Polak zechce inną politykę prowadzić, opierając się na innym dyktatorze rosyjskim. Czemże będzie wtedy polityka polska? A jeżeli dzieje się to dziś w Piotrogradzie, przy boku prezesa Komisji Likwidacyjnej, mającego prawa rosyjskiego ministra, to czyż po wojnie, w Polsce niepodległej, nie zechcą niektórzy Polacy prowadzić politykę polską opartą o ambasadora rosyjskiego w Warszawie, którym też może być w przyszłości Polak. Dziś widzę kandydatów-Polaków do Rady przybocznej prezesa i Komisji, którzy chętnie przyjmą nominacje rządowe, aby mieć patent na polityków polskich którego naprótno od społeczeństwa polskiego oczekują. Ale takich kandydatów nie zabraknie i wówczas, gdy w Polsce, po wojnie, będą rezydowali ambasadorowie rosyjscy. »

SPRAWA ARMII POLSKIEJ WE FRANCJI

Rząd Stanów Zjednoczonych, przez swój departament wojny, nadał urzędowo sankcję planom rekrutacyjnym w Stanach Zjednoczonych do samostanowienia Armii Polskiej we Francji.

Sekretarz wojny, p. Newton D. Baker, zakomunikował prasie dnia 9 października nader ważną deklarację, której tekst całkowity podajemy poniżej:

«Zwrócono uwagę departamentu wojny, że Komisja Wojskowa, wyłoniona przez Wydział Narodowy Polskiego Centralnego Komitetu Ratunkowego z siedzibą w Chicago, Ill., zamierza rozpocząć w dniu 14 października 1917 roku czynną kampanję celem zaciągania ochotników do Armii Polskiej, tworzącej się obecnie na zachodnim froncie we Francji.

«Departament wojny został powiadomiony, że nikt z Polaków zamieszkałych w Stanach Zjednoczonych, który w jakikolwiek sposób podlega prawu o powszechnej służbie wojskowej nie będzie przyjmowany, jako ochotnik przez tę Komisję Wojskową, oraz że troszczyć się też Komisja będzie specjalnie o to, aby nie zaciągać do Polskiej Armii takich — których rodzina pozostałaby bez zaopatrzenia.

«Mając na względzie stanowisko Rządu amerykańskiego względem Polski zjednoczonej i niepodległej, departament wojny z przyjemnością oznajmia, że zgadza się on w zupełności z planami zaproponowanymi przez Komisję Wojskową. Departament wierzy, iż ta kampanja rekrutacyjna, która ma na celu wzmocnienie szeregów Armii Polskiej, już walczącej w łączności z innymi armiami znajdującymi się we Francji, uda się w zupełności».

Dzienniki polskie w Ameryce podają już tekst przysięgi, którą składać będą ochotnicy do Armii Polskiej we Francji:

«Uroczyste przysięgam Ojczyźnie mojej — Polsce Zjednoczonej i Niepodległej — na lądzie, wodzie i na każdym miejscu wiernie i uczciwie ze wszystkich sił moich służyć, a honorowi i tradycjom nieskazitelnej Armii polskiej w niczem nie uchylać i przełożonych i dowódców słuchać, dawane rozkazy i przepisy wykonywać; w wojnie obecnej walczyć za Zjednoczoną i Niepodle-

głą Polskę do ostatniej kropli krwi, a żołnierzy armii sprzymierzonych, walczących o wyzwolenie ludów, uważać za swych braci i wogóle tak się zachowywać, abym mógł żyć i umierać jako mężny i prawy żołnierz polski.

«Tak mi Panie Boże dopomóż!»

Wojenny korespondent *United Press*, p. Henry Wood, pisze z Paryża pod datą 6 października:

«Samodzielna Armia Polska walcząca na froncie zachodnim za wolność niepodległej Polski, której stworzenie zagwarantowali sami Aljanci, już jest absolutną pewnością. Kiedy amerykańska armia będzie gotowa zająć swe miejsce na froncie bojowym, to prawdopodobnie pojawi się tam już Armia Polska. Będzie ona określonym czynnikiem militarnym w nieprzerwanym łańcuchu armii aljanckich od morza Północnego po Szwajcarię, a gdzie Belgowie, Anglicy, Francuzi, Amerykanie, Rosjanie i Polacy walczyć będą ramie w ramie za swe wspólne cele.

«Już w polskim obozie we Francji, bardzo podobnym do obozu amerykańskiego, ćwiczą się pierwsze wojska polskie. A poczyniono już zaciągi Polaków w obcych krajach do tego stopnia, by przyszłej Armii Polskiej zapewnić jak najpoważniejsze liczebne zastępy. W swoim polskim obozie posiadać będzie Armia Polska zupełnie taką samą swobodę działania we własnych sprawach administracji wojskowej, jak i Amerykanie. Zamierzono bowiem, by ta Armia Polska występująca na arenie walki o niepodległość swej Ojczyzny, była jądrem, około którego zorganizuje się przyszły Rząd Polski. Armia ta stanie się więc odrazu bijącym sercem i ośrodkiem przyszłego państwa polskiego.

«Podczas gdy formuje się nowa Armia Polska we Francji w zupełnym porozumieniu z Aljantami, to niemniej doniosły to fakt i dla Stanów Zjednoczonych, gdyż z Polaków amerykańskich Armia ta już rekrutuje swoje bataljony, pułki i dywizje.

«Właśnie przez uzyskanie zupełnej aprobaty rządu amerykańskiego, zezwalającego na rekrutację Polaków w Stanach Zjednoczonych, zapewnionym absolutnie został byt wielkiej Armii Polskiej na froncie zachodnim.

«Osiągnięto ze Stanami Zjednoczonymi całkowite porozumienie w tym względzie i Wojskowa Misja we Francji otrzymuje właśnie jak najpo-

myślniejsze raporty z różnych stacji rekrutacyjnych w Stanach Zjednoczonych.

«Nowa Armia Polska posiada już obrany swój własny mundur, niebiesko-popielatej barwy o wypustkach amarantowych, a na guzikach i naramiennikach widnieje Orzeł Biały.

«Odrębny ten mundur widać już na ulicach Paryża obok mundurów żołnierzy ze Stanów Zjednoczonych, z Anglii, z Kanady, z Belgii, z Australii.»

Korespondent wspomina również o energicznej i pomyślnej akcji werbunkowej do Armii Polskiej w wielu miastach amerykańskich (szczególnie w Chicago), a także w Brazylii i w Argentynie.

POCHWAŁY

„BOLSZEWIKÓW”

«Bolszewicka» Nowaja *Żiżn*, redagowana przez Maksyma Gorkiego, zamieszcza artykuł, poświęcony zjazdowi «demokratów» polskich.

Bolszewicy wcale sympatycznie odzywają się o tym zjeździe (naturalnie!).

«Polski Komitet Demokratyczny — pisze Now. *Żiżn* — jest jedyną, nie proletariacką organizacją polską, zachowującą kontakt z Polską i mającą tam sympatię (?) Identyczne organizacje istnieją w Polsce i w pewnych zachodnio-europejskich centrach, np. w Paryżu, gdzie jej przewodniczący, znany uczonec dr. Motz, od 3 lat wydaje *Tribune Polonaise* (*Echo Polonais*, przyp. red. *Polonii*), jedyny organ, informujący obiektywnie (?) zagranicą o sytuacji w Polsce.

«Mobilizacja polskich burżuazyjno-demokratycznych elementów w Rosji, bez względu na burżuazyjny charakter ich programu, może mieć — między innymi — to ważne znaczenie, iż może doprowadzić do osłabienia i ukrócenia klikii demokratyczno-narodowej, która prowadzi samowładczą, awanturniczą politykę, szkodliwą (sic!) i dla Polski i dla Rosji rewolucyjnej. (Rosji Lenina i Braunsteina-Trockiego chyba? red. *Polonii*).»

Nie mamy najmniejszej ochoty polemizować z organem «bolszewickim». Przytoczyliśmy powyższy ustęp z reklamarskiego artykułu aby czytelnik polski wiedział, czego się «bolszewicy» spodziewają po «demokratach» naszych i jak wielkie pokładają w nich nadzieje.

ODCINEK POLONII z DNIA 17 LISTOPADA 1917.

Z NOTATNIKA WOŁONTARJUSZA

W OCZEKIWANIU

Wojska francuskie rzadko rozkładają się obozem pod gołym niebem, nawet w pasie frontowym. Jest to zupełnie zbyteczne, albowiem wioski i osady leżące w pobliżu linii bojowej są na pół puste, a więc miejsca jest dosyć, tymbardziej, że żołnierz wybrednym nie jest. Byłe tylko mógł wyciągnąć po całodziennym marszu swe zmęczone członki na garści słomy — skarżył się nie będzie.

We wsi Cayeux-en-Santerre, kompanii naszej wyznaczono za kwatery, czyli t. zw. *cantonnement*, skromną zagrodę, gdzie umieściliśmy się małymi grupkami gdzie kto mógł: w stodole, w chlewikach, na strychu chałupy, a nawet w króliczarni. Dobrze wówczas było życie. Przez tydzień cały odpoczywaliśmy, będąc wcale, nieźle odżywiani. Naturalnie mieliśmy codziennie ćwiczenia całego bataljonu w otwartym polu. Wprawialiśmy się do przyszłych operacji. Leżeliśmy w rowach przydrożnych, posuwaliśmy się naprzód w krótkich susach, «braliśmy» wsie i wzgórze atakiem na bagnety. Ćwiczenia te bawiły nas, ale było zawsze w szeregach kilku malkontentów, którzy krzywili się lub twierdzili, że wszystko to nie ma sensu.

Wogóle, w każdej armii, a szczególnie we francuskiej, mędrkowanie się żołnierza jest bardzo rozwinięte. Krytykuje on zawsze swych szefów i jest w swych sądach radykalnym. Ale w ogromnej większości wypadków rezonerstwo to jest powierzchowne tylko, spowodowane przez

chęć błyszczenia w oczach współtowarzyszów. Kiedy chwila jest poważna, kiedy pułk się do prawdziwego ataku szykuje, wówczas wszystko to znika, ustępując miejsca zapałowi i chęci odznaczenia się w bitwie.

Komendantem kompanii naszej był porucznik Dederding, Duńczyk ze Szlezwigu, dezterter z armii niemieckiej, który na kilka lat przed wojną zaciągnął się do francuskiej Legii Cudzoziemskiej. Piękny typ żołnierza, ale twardy i nieubłagany na punkcie dyscypliny. Nie znosił leniuchów i ociągających się. Nasi żołnierze polscy, górnicy z północy Francji lub obywatelsi, których w 1-ej kompanii było przeszło 25 %, mawiali o nim:

— Twardy bo twardy, ale sprawiedliwy.

W nocy często wstawał i obchodził warty, które wsi strzegły. Albowiem nawet na tyłach linii bojowej wsie, folwarki i wszelkie siedziby ludzkie są pilnie strzeżone, szczególnie w nocy. Żaden kawalerzysta, żaden samochód lub furgon aprowizacyjny nie przejedzie, jeśli nie posiada hasła lub przepustki na piśmie. Te pierwsze warty podczas chłodnych nocy listopadowych wywierały na nas potężne wrażenie. Stoi się z karabinem w rękę na rozstajnych drogach, wiatr zimny smaga twarz i mrozi członki; oczy starają się przeniknąć ciemności, serce bije żywiej za najmniejszym szmerem.

Wartujemy we dwóch. Nie rozmawiamy. Cisza nas ogarnia i wsłuchujemy się w oddalony huk armat. O kilka kilometrów zaledwie znajduje się stąd linia bojowa, ów front tajemniczy, który nas tak intryguje. Czasem na horyzoncie błyszczy jakieś łuny sine lub zielonawe, wzbijają się rakiety i zataczają cicho łuki na

ciemnym niebie. Są to umówione znaki i sygnały. Odgłos kroków budzi nas z rozmyślenia. Ktoś idzie po drodze. Nic nie widać. Nastawiamy karabiny z nasadzonym bagnetem przed siebie, palec kładąc na cynglu:

— Stój! Kto tam? — krzycze.

— Przyjacieli, — odpowiada głos z ciemności.

— Hasło?

— Gerbeviller.

— Zbliź się! — wołam, trzymając ciągle karabin przed sobą, bo ostrożność nigdy nie zawadzi.

Człowiek podchodzi i kiedy jest o kilka kroków od nas, poznajemy wysmukłą postać porucznika Dederdinga. Obchodzi warty. Gani lub chwali. Nas pochwalił, gdyż nie pozwoliliśmy mu się zbliżyć bezkarnie. Pyta się o godzinę zmiany warty i znika w ciemnej nocy, udając się do następnego posterunku.

Ostrożność ta jest niezbędną, albowiem tyły armii francuskiej, szczególnie w pierwszych miesiącach wojny, roily się od szpiegów.

Po tygodniu wypoczywania w Cayeux, pułk nasz przeniósł się bliżej frontu. Drugi bataljon udał się wprost do okopów, a nasz zatrzymał się we wsi Morecourt, leżącej nad rzeką Somme'a. Pułk nasz został zaliczony jako posiłek do 28-ej Dywizji piechoty (pułki: 22, 30, 99 i 140) Żołnierze dywizji tej — to przeważnie wieśniacy Sabaudji, winogrodnicy z nad średniego Rodanu, lub robotnicy przemysłowi z okręgu lyońskiego. Za odcinek frontu, gdzie pułk nasz stanął miał załogą, wyznaczono nam skrajne skrzydło 2-ej Armii francuskiej, które opierało się o rzekę Somme.

Dnia 15 grudnia przed południem, w każdej kompanii odczytano rozkaz dzienny pułkownika,

SPRAWA ARMII POLSKIEJ W ROSJI

Dowódcą 1-go Korpusu Polskiego został — jak wiadomo — generał-porucznik sztabu generalnego *Józef Dowbór-Muśnicki*. Dowódcą 1-ej Dywizji Polskiej, wchodzącej w skład 1-go korpusu — generał-major *Gustaw Ostapowicz*, dowódcą 2-ej Dywizji — generał-major *Józef Leśniewski*. Ostatni numer «Wiadomości Wojskowych» przynosi krótkie życiorysy i charakterystyki polskich wodzów.

Życiorys gen. D.-Muśnickiego podaliśmy już w nr 39 *Polonii*.

Gen.-maj. *Gustaw Ostapowicz*, urodził się w r. 1867 w ziemi grodzieńskiej, a po ukończeniu gimnazjum w Kamieńcu Podolskim, odbył studia wojskowe w kijowskiej szkole piechoty. Od listopada 1915 roku do maja 1917 roku, dowodził Brańskim pułkiem, następnie brygadą; od czerwca b.r. był dowódcą 31 dywizji, a w końcu 162 dywizji. Brał czynny udział w wojnie japońskiej, jako dowódca batalionu, a w czasie obecnej wojny był ranny cztery razy. Jako oficer frontowej służby otrzymał wszystkie odznaczenia bojowe między innymi złoty orzeł i krzyż św. Jerzego.

Gen.-major *Józef Leśniewski* urodził się w r. 1867 w ziemi witebskiej, powiecie szawelskim, w majątku Poznajów, pochodząc z rodziny ziemiańskiej. Szkołę średnią kadetów ukończył w Połocku oraz Konstantynowską szkołę wojskową w Piotrogradzie w r. 1895. Cały czas służył w gwardji piotrogrodzkiego pułku, kwaterującego w Warszawie, a stamtąd został mianowany w r. 1912 dowódcą 82 Dagestańskiego pułku, z którym wyruszył na wojnę. W lutym 1915 r. otrzymał brygadę w korpusie grenadierów, w skład którego został wcielony 1-szy Legion Polski. Pod jego to opieką odbywa się nauka legionistów i uporządkowanie wydziału gospodarczego. Całym sercem przyłgał do legionistów, którzy doznali od niego wiele opieki i zajął się szczerze należytym pokierowaniem Legionu w boju.

Był ich najdroższym przyjacielem w tych niezliczonych bojach, w jakich brał udział Legion Polski w korpusie grenadierów, znacząc krwią swoją odwrót z armją rosyjską. Generał Leśniewski stał się ich moralnym wodzem; gdy Legion Polski przemianowano w *Brygadę Polską*, rozpoczęło starania, by powołać go na dowódcę Brygady polskiej. Ale wszelkie starania dowódcy korpusu grenadierów, generała Parskiego, wielkiego przyjaciela Polski i Polaków, roz-

który podkreślał w słowach prostych i bez afektacji wielki zaszczyt jaki na nas spada: generał de Castelnau powierzył nam odcinek frontu francuskiego. Zalecał nam spokój: front w tym miejscu jest cichy i żadne operacje nie są na razie przewidziane. Por. Dederding objaśnił następnie jak się należy zachowywać w okopach: nie wychylać się, nie patrzeć nigdy na linie wrogie poprzez parapet, nie strzelać bez potrzeby. Wówczas mieliśmy wyruszyć ku linjom i zająć wyznaczone nam okopy nocą.

A więc wreszcie zobaczymy jak wygląda zbliżka wojna, co to są te okopy. Ciekawość, wzruszenie, powaga sytuacji mieszały się w duszach naszych w dziwne jakieś wrażenie, na które nazwy nie ma. Napewno nie myślał nikt w tej chwili o niebezpieczeństwie, ani o strachu. Obiad dnia tego był doskonały, wina dostał każdy podwójną porcję, to jest pół litra, była nawet i kawa z rumem, więc śpiewała brać żołnierska i pokrzykiwała wesoło. Zbiórka wyznaczona była na godzinę ósmą wieczorem. Punktualnie o tej godzinie na głównej ulicy wioskowej cały batalion stał już w dwurzędzie poza karabinami ustawionymi w kozły. Komendant Lemerle, dowódca batalionu, pułkownik Thiébaud, oraz czterej dowódcy kompanji zjawili się wkrótce na koniach i przy nikłym blasku latarni naftowych przejechali przed frontem naszym. Rozległ się ostry świst gwizdka: zarzuciliśmy tornistry na plecy, wzięliśmy w ręce karabiny i sformowaliśmy kolumnę czwórkową. Drugi gwizdek — ruszyliśmy.

M. JUNOSZYC.

biły się o opór dowódcy frontu, generała Ewerta. Zarzucono mu, że dzieci swe kształcił w szkole Chrzanowskiego, a nie w gimnazjum rosyjskim...

Od kwietnia b. r. generał Leśniewski dowodzi 8 syberyjską dywizją, a obecnie powołany jest na dowódcę 2-ej Polskiej Dywizji w korpusie polskim. Brał udział we wszystkich bojach, był kontuzjowany i ranny. Nagrodzony wszystkimi bojowymi odznakami włącznie do Włodzimierza 2-ej klasy. Przedstawiony był kilkakrotnie do Złotego Oręza i Krzyża św. Jerzego.

W *Utro Rossii* p. B. Markow opisuje w korespondencji z Bychowa stosunki w 1-ej Dywizji strzelców polskich. Przytaczamy jego wrażenia w wyjątkach:

« Oprócz Tekinców (plemię kaukaskie), spokojnie spacerujących po niebrukowanych ulicach i wązkich drewnianych kładkach, zastępujących tutaj chodniki, fizjognomję zapadłej miłośnicy białoruskiej zupełnie zmieniły wojska polskie.

« Żołnierze wadzą szyku postawą, salutują swoich oficerów, którzy zachowali całkowicie władzę dyscyplinarną, nie mają ani komitetów, ani delegatów.

« Ale nie dyscyplina utrzymuje w tych młodych wojskach polskich łączność oficerów z żołnierzami: ta łączność — to wspólny, bratający wszystkich, polski duch narodowy, ten duch narodowy, który, ku jej przerażeniu i hańbie, utraciła niemal armja rosyjska, oślepiona przez napół zrozumiałą dla niej «międzynarodówkę».

« Najokropniejszą karą dla Polaka — żołnierza i oficera — to odesłanie z powrotem do wojsk rosyjskich, co zamyka już odkomenderowanemu ponowny dostęp do Polskiej siły zbrojnej.

« Oficerowie polscy, którzy jeszcze tak niedawno byli razem z nami w szeregach rosyjskich, ongi sławnych i zwycięskich, nasi starzy koledzy, mówią teraz:

— Nie rozumiemy, jak mogą żyć i służyć pod brzemieniem obraz i upokorzeń oficerowie rosyjscy!

« I rzeczywiście oficer rosyjski, ten szanbiony męczennik, ma czego zazdrościć oficerom-Polakom.

— Obyśmy tylko postavili stopę na naszą ziemię ojczystą — mówią Polacy — a nie wydrzeć jej nam. Nikt jej nam nie wydrze: nauczyły nas dzieje i lata jarzma obcego. A teraz Rosja ginie z powodu tych samych błędów i rozterek, z powodu których zginęła Rzeczpospolita.

« Mohyłowska Rada żołnierska przysłała do Polaków delegatów:

— Dlaczego nie jesteście w kontakcie z nami?

— W jakim kontakcie?

— Nie posyłacie do naszej Rady waszych przedstawicieli?

— Nie kazano, więc nie posyłamy. Mamy swoją zwierchność, oficerów; każą — to posłamy.

— A cóż mają do tego oficerowie? To sprawa żołnierska, wyborcza. Czyż jesteście zwolennikami starego ustroju?

— Nie jesteśmy zwolennikami żadnego *régime'u*. *Régime* — to wasza sprawa, a dlaczego słuchamy naszych oficerów — to nasze sprawy.

« W ten sposób z niczem wyjechali delegaci, nazwawszy zapewne Polaków «kontr-rewolucjonistami».

« A gdy do Mohyłowa przybył jeden pułk strzelców z dywizji polskiej, żołnierze mohyłowscy uparczywie dopytywali się Polaków:

— Wypó czyjej stronie? Po stronie Kornilowa czy Kierenskiego?

— Po niczyjej — brzmiała odpowiedź — po stronie Polski i przeciwko Niemcom.

— Pociście tutaj przyszli, jeżeli nie jesteście po stronie Kornilowa?

— Spełniamy rozkaz: kazali i przyszliśmy. Nie naszą rzeczą rozumować w czasie wojny. Przyprawdzili — a więc tak trzeba.

« Zdumieli się żołnierze mohyłowscy taką jasną logiką, która wydała się niemożliwą do wytłumaczenia, i jeszcze raz przekonali się o polskiej «kontr-rewolucji». Posłuszni są bez wieców, bez roztrząsań, idą i do tego są weseli! Nie, rzecz się ma jakoś inaczej. I pozostawili Polaków mocno podejrzanym o «kornilowszczyznę».

— Mamy dobrego wodza — mówi do mnie oficer Polak — czynny, świadomy rzeczy. Przyjechał do nas, zwymyślał nas, na czem świat stoi...

— Jak to zwymyślał? Całą dywizję?

— Miał rację. Wcale nie obrażaliśmy się, przeciwnie, naprawiliśmy wszystkie błędy.

« Boże, gdyby tak postąpił dowódca jakiejś dywizji rosyjskiej, co zrobiliby z nim żołnierze? Może naraziłby nawet swe życie.

« Wszystko jakoś dziwnie łączy się w życiu: w małej mieścinie Bychowie rodzi się nowa siła — armja polska, zaczyna rozprostowywać skrzydła związane biały orzeł polski, a tam równieź, w cieniu starego kościoła otoczonego lipami, dopala się w powolnej agonji gwiazda tego człowieka, który marzył o odbudowaniu bojowej armji rosyjskiej i mocnej wolnej Rosji — dopala się gwiazda Kornilowa.

« Na starym popiole rosyjskim zmartwychwstaje nowa Polska, która dumnie oświadczy, że sama uratowała siebie wśród chaosu rosyjskiego ».

NEKROLOGJA

Ś. p. Emma z Katzów Rapaportowa.

W miesiącu wrześniu zmarła w miejscowości Małesherbes, pod Paryżem, p. Emma Rapaportowa, żona p. Leona Rapaporta, znanego inżyniera. Ś. p. Emma R. urodziła się w Warszawie dnia 17 maja 1865 roku z ojca Ludwika Katza z Górnego Śląska, pioniera przemysłu asfaltowego w Królestwie Polskim, i matki Emilji z Krygierów, z Łęczyskiego. Zmarła otrzymała wzorowe wychowanie w duchu czysto polskim i narodowym. W roku 1889 poślubiła w Katowicach na Górnym Śląsku, gdzie wówczas zamieszkiwali jej rodzice, p. Leona Rapaporta i przez cały ciąg pożycia małżeńskiego była mu podporą moralną i pociechą w trudach dnia codziennego. Przez lat kilkanaście był p. Rapaport kierownikiem fabryki chemicznej w Zawierciu (powiat Będziński), założonej w roku 1885 przez Ludwika Katza. Jednocześnie z pomocą żony swojej zajmował się zorganizowaniem życia kulturalnego Zawiercia i okolicy, założył «Lutnię», która istnieje prawdopodobnie dotychczas. Czasy były politycznie ciężkie (Hurko, Apuchtin et consortes), ale to nie zrażało zmarłej, która nie ustawała w swej czynności obywatelskiej. To też otaczano ją wszędzie czcią wielką.

Tu, w Paryżu, w roku 1915 i 1916, ś. p. Emma R. brała udział we wszystkich koncertach paryskiej «Lutni». Zaskoczona przez wojnę zagranicą, tęskniła za krajem i za synem swoim, który znajduje się obecnie w armji rosyjskiej. Wyćieniona i stargana przez życie ciągłego czynu, umarła, ku wielkiemu żałowi swego męża i córki, którym zasyłamy najszczerze wyrazy głębokiego współczucia.

KRONIKA

◊ Pożyczka francuska 4 0/0.

W tych dniach została ogłoszona emisja trzeciej z rzędu, tym razem 4 0/0, pożyczki francuskiej na sumę 10 miliardów franków. Subskrypcja rozpoczyna się oficjalnie 26 listopada i trwać będzie do 16 grudnia. Wysokie i wyjątkowo korzystne warunki tej nowej operacji finansowej skarbu francuskiego z góry zapowiadają jej znaczne powodzenie nie tylko w kołach świata finansowego, ale i pośród licznej rzeszy posiadaczy drobnych oszczędności.

Emisja nowych obligacji 4 0/0 wyznaczona została po cenie 68 fr. 60, t. j. przeszło 30 0/0 poniżej *pari*. Innymi słowy, obligacje nominalnej wartości 100 fr. można będzie nabywać podczas emisji po cenie 68 fr. 60, przy czem następcza się ponadto możność uiszczenia należności w czterech ratach: w dzień subskrypcji, 12 fr.; przy podziale, 20 fr.; 10 marca 1918 r., 17 fr. 20 (włącznie z 0/0) i dnia 5 maja 1918 r., 20 fr. (*salvo*).

Jakkolwiek nominalny odsetek nowej renty wynosi 4 0/0, to przecież w rzeczywistości — z racji niskiej ceny emisyjnej — równa się 5,83 0/0 i wobec tego nie ulega najmniejszej wątpliwości, że już po kilku latach cena rzeczywista albo kurs giełdowy renty podniesie się przynajmniej do kursu *al pari*, czyli do 100 fr. Nie od rzeczy tutaj dodać, że nowa renta na zawsze jest zwolniona od wszelkich podatków i nie podlega konwersji w przeciągu 25 lat. (B.)

◊ Wieczór Artystyczny.

Kółko Amatorskie Stow. Podat. Prac. Kol. Polskiej w Paryżu, urządza w sobotę dnia 1-go Grudnia 1917 r. punktualnie o godz. 8ej wieczorem Wieczór Artystyczny na korzyść akcji wojny w Polsce. Na program złożą się «Karpaccy Górale», dramat sceniczny Józefa Korzeniowskiego. Bilety nabywać można: w redakcji *Polonii* (3 bis, rue La Bruyère), i u Skarbnika Stow. Pod. p. St. Falińskiego (3, rue Gonne), oraz u wszystkich p. p. Poborców.

◊ Hojny dar na pomnik Kościuszki w Berville.

Dowiadujemy się, że hr. Mieczysław Orłowski, obejrawszy w pracowni mistrza J. Styki szkice na pomnik Kościuszki, który ma stanąć w Berville, złożył na ręce tegoż 600 franków, które dołączone zostały do zebranej już sumy za pośrednictwem naszego pisma. Obecnie zatem suma zebrana na cel powyższy wynosi 1.524 fr. 40 ct.

◊ Podziękowanie.

Otrzymujemy następujące podziękowanie z prośbą o umieszczenie:

« Składam serdeczne «Bóg Zapłać» towarzyszom moim, członkom Filji Z. N. P. w Aubin-Gransac za 29 fr. 50 ct., które zostały przez nich ofiarowane rodzinie mojej.

TOMASZ OLSZAŃSKI,
strzelec Armji Polskiej. »

Sillé-le-Guillaume, 9 listopada 1917 r.

◊ Na Dom Żołnierza polskiego w Sillé-le-Guillaume.

Na zebraniu Z. N. P., które miało miejsce dnia 11 października, zebrano następujące składki na rzecz Domu Żołnierza Polskiego w Sillé-le-Guillaume:

WPP.: Edmund Kaczmarekiewicz, 5 fr. — Ignacy Hegner, 20 fr. — Karol Ryzmanowski, 5 fr. — B. Bornstein, 5 fr. — J. Budkiewicz, 5 fr. — B. A. Godek, 5 fr. — Olszewski, 3 fr. — Karaś, 5 fr. — Adam Brzostkiewicz, 5 fr. — Władysław Milkuszy, 5 fr. — Wincenty Stajmetz, 5 fr. — Szrednicki, 5 fr. — Iza Zielińska, 5 fr. — Jan Dereziński, 5 fr. — Kukucz, 5 fr. — Stanisław Piestrak, 20 fr. — Podolecki, 5 fr. — Michalski, 2 fr. — St. Kocot, 1 fr. — Ant. Potocki, 5 fr.

Razem zebrano 121 fr., które przesłano na ręce ks. Jana Więckowskiego, kapelana Wojsk Polskich.

◊ Wiadomości żołnierskie.

Dziennik Urzędowy (Journal Officiel) z dnia 25 października ogłasza nominację p. Pawła Józefa Cazin'a, który jest tłumaczem języka polskiego przy jeńcach Polakach w obozie le Puy, i który został mianowany adjutantem. P. Cazin jest znanym tłumaczem polskich autorów na język francuski i z tego powodu zasłużył sobie na naszą wdzięczność.

◊ Rada Narodowa Czeska.

Ponieważ kilkakrotnie zapytywano nas o adres *Rady Narodowej Krajów Czeskich* (Conseil National des Pays Tchèques), przeto zawiadamiamy, że główny sekretariat powyżej wymienionej Rady mieści się: 48, rue Bonaparte (Téléfon: Fleurus 12-19).

◊ Na tablicę Kościuszki.

Komitet Kościuszkowski otrzymał dotychczas na tablicę pamiątkową Kościuszki w Montigny-sur-Loing następujące składki:

WPP.: K. Woźniński, 5 fr. — Zagwoźdźan, 1 fr. — z Pietraszewskich Tisserant, 5 fr. — Kaczmarekiewicz, 2 fr. — Rola, 3 fr. 50 ct. — Vve E. Perreaux, 5 fr. — K. Kosches, 1 fr. — J. Dereziński, 2 fr. — S. Kocot, 1 fr. — Razem: 25 fr. 50 ct.

◊ Głos Jeńców-Polaków.

Z oddziału jeńców-Polaków mieszczącego się w Perrecy-les-Forges (Allier), otrzymujemy następujący list:

« Smutną lecz prawdziwą kronikę wyczytaliśmy w *Polonii*, dotyczącą naszych towarzyszy niedoli, jeńców polskich w Rosji. I my tu we Francji jeńcy z Serbji, rozproszeni po różnych miejscowościach, beznadziejnie oczekujemy pomocy. Odczuwamy skargi jeńców polskich w Tomsku, lecz jakie nadzieje na polepszenie swego bytu mogą żywić jeńcy polscy w Syberji, kiedy my, w sercu Francji, darmo oczekujemy ulgi w naszej ciężkiej doli. I my jesteśmy częścią narodu wielkiego, i w nas wre ta sama krew, te same uczucia, co w żyłach naszych nieustraszonych legjonistów. Wszyscy idziemy śladami naszych szlachetnych patriotów, których cel jest również celem naszym: odbudowanie naszej ojczyzny.

« Długoletnia niewola nasza wybiła na nas piętno ludzi przygnębionych na duchu i fizycznie. Odcieci od reszty świata, zamknięci w sobie, nie mamy szerszego poglądu na to co się naokół nas dzieje, — jedynie myślą sympatyzujemy z wielkim dziełem oswobodzenia narodów na ziemi francuskiej.

« I w nas żyje dotychczas duch Polaka rewolucjonisty, którym obdarzyła nas stuletnia niewola nasza; hasłem naszym jest « gwałtem przeciw bezprawiu », bo wiemy, że wolności podarunku od nikogo nie dostaniemy. Umiemy chwycić za broń, spiesząc z pomocą naszej kochanej ojczyźnie i pod naszym bagnetem ugnie karku brutalny nasz wróg ..

« Radziłbyśmy zrzucić z siebie resztki uniformy, któremu uraga każdy na pierwsze wejście. Chcielibyśmy po naszej 3 letniej niewoli, po naszej nieopisannej odysei odetchnąć atmosferą człowieka wolnego, posilić ducha, i na zawołanie stanąć w szeregi bojowników o niepodległość naszej zdeptanej ojczyzny. »

Oto jak myślą jeńcy polscy w obozach.

List powyższy jest podpisany trzema nazwiskami, których dla łatwo zrozumiałych powodów nie podajemy.

◊ Polacy w Brazylii — głodnym w Polsce.

Wychodzący w Kurytybie *Polak w Brazylii* z 11 września zamieszcza następujący list:

« Tow. Polskie «Tadeusz Kościuszko» w Porto Alegre, przejęte miłością dla naszej braci, cierpiącej głód i nędzę w ukochanej, a obecnie przez wrogów spustoszonej Polsce, chcąc się przyczynić jakkolwiek ulgą, urządziło na balach oraz na posiedzeniach miesięcznych, składki. Gdy suma doszła do 200 milreis wysłało ją dnia 25 czerwca przez tutejszy *Banco do Comercio de Porto Alegre*, do Naczelnego Komitetu niesienia pomocy głodnym w Polsce w Vevey (Szwajcaria). »

◊ Z Filji Z. N. P. w Aubin.

W Aubin (dep. Aveyron) odbył się uroczysty obchód kościuszkowski dnia 14 października. W Aubin i w osadach okolicznych (Fromental, au Gua, Gransac) znajduje się sporo górników polskich, którzy się zgrupowali i utworzyli Filję Z. N. P.

Obchód odbył się pośród nastroju bardzo serdecznego. Sekretarz Filji, p. Olszański, odczytał z *Polonii* życiorys Kościuszki i wygłosił następnie kilka słów o miłości ojczyzny, wzywając swych rodaków do pójścia śladami Kościuszki, to jest porwania za broń dla wywalenia wolności uciśnionej Polsce. P. Olszański poparł swe słowa czynem, bo oto dowiaduje myślę, że zaciągnął się do Armji Polskiej. Przemawiał następnie prezes Filji, p. Raszyk, przytaczając kilka rzewnych momentów z życia Kościuszki. Deklamacje i śpiewy panny Forszpaniak i pani Grobelnej zakończyły ten piękny, szczerze patriotyczny wieczór.

Poszukuje się lokalu, 6-10 pokoi, w okolicach magazynu *Bon Marché*. zgłoszenia w *Polonii*.

VITTEL GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Poszukuje się służącej z dobrymi świadectwami, znającej pracę domową oraz umiejącej gotować. Płaca: 60 fr. miesięcznie. Zgłoszenia do *Madame Kokocińska*, 33 *passage Jouffroy* (17^e).

Zbiór pieśni polskich narodowych i religijnych jest do nabycia w *Polonii*. Cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 40 cts.

Panna pochodzenia polskiego, inteligentna życzy sobie dawać cudzą ziemcom lekcji języka angielskiego lub francuskiego. Proszę się zgłaszać do *Polonii* dla panny St. J.

Poszukuje się «Moralność pani Dulskiej» G. Zapolskiej, po cenie kosztu. Dla K. S. *Polonia*.

MANUFACTURE DE CASQUETTES

et
CHAPEAUX PIQUÉS
en tous genres

SPALTER

10, rue de Thorigny, 10. — Paris



MAGAZYN KUŚNIERSKI

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMREMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studiów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji «*Polonii*».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 74, RUE DE RENNES.